**Zeitschrift:** Anzeiger für schweizerische Geschichte = Indicateur de l'histoire suisse

**Band:** 5 (1889)

**Heft:** 4

**Heft**

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 21.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# ANZEIGER

für

# Schweizerische Geschichte.

Herausgegeben

von der

**allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.**

**Achtzehnter Jahrgang.**

**N° 4.** (Neue Folge.) **1887.**

Abonnementspreis: Jährlich Fr. 2. 50 für circa 5 — 6 Bogen Text in 5 — 6 Nummern.
Man abonnirt bei den Postbureaux, sowie direct bei der Expedition, Buchdruckerei *K. J. Wyss* in Bern.

INHALT: 53. Adhémar, évêque de Genève, d'après de nouveaux documents, von Prof. Ch. Le Fort. — 54. Die Gruber'sche Fehde, von Dr. Th. von Liebenau. — 55. Nachträge zu Türst, von Dr. R. Thommen. — 56. Nachtrag zum Artikel: Zum Planctus beati Galli, von M. v. K. — 57. Todtenschau schweizerischer Historiker 1886, von Dr. F. F.

## 53. Adhémar, évêque de Genève

d'après de nouveaux documents.

En publiant d'après le texte original les *Libertés, franchises, immunités, us et coutumes de la Cité de Genève,* sanctionnées en 1387 par l'évêque Adhémar, Edouard Mallet efforcé de réunir tous les renseignements que l'on possédait sur ce prélat, qui, par cet s'était acte de sanction, devait marquer d'une manière ineffaçable dans l'histoire de Genève.[1]) Mais ses recherches n'avaient eu qu'un très-mince résultat. Il n'avait pu, en effet, découvrir que deux documents faisant mention de cet ecclésiastique avant son élévation à l'épiscopat de Genève. Le premier montre qu' *Aymarus de Rupe* était en 1357 prieur du couvent des dominicains de Genève. Dans le second, qu' Edouard Mallet lui croyait applicable, *Aymarus Fabri de Rupe,* qualifié de curé de Rumilly, figure comme témoin dans un acte du 26 octobre 1365. Depuis cette dernière date, on avait entièrement perdu sa trace, et l'on ignorait quelle était sa position, lorsqu'il fut élu évêque de Genève le 17 juillet 1385. Un point cependant relatif au prélat en question paraissait acquis à l'éditeur des franchises: Adhémar était envisagé par lui comme appartenant à la famille Fabri de la Roche, et cette opinion était celle de tous les auteurs qui, depuis plus de deux siècles, ont écrit sur l'histoire de Genève.

En effet, tandis que cet évêque est simplement appelé Adhemarus par Bonivard,[2]) par Michel Roset et par le Citadin,[3]) la Chronique manuscrite que M. Ritter vient de

[1]) Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, tome II, p. 290 et suivantes.

[2]) *Chron. de Genève,* publiées par Gustave Revilliod, t. I, p. 197, Genève 1867.

[3]) Le Citadin de Genève, page 53.

faire connaître [4]) et dont il place la rédaction sous le règne d'Henri IV, le désigne sous le nom d'Adhémar Fabri. Il en est de même de Savyon,[5]) de Spon,[6]) de Besson,[7]) de Senebier,[8]) de Grillet,[9]) de Picot,[10]) etc.

On ne peut s'attendre toutefois à trouver ce nom de famille dans les actes émanés de l'évêque lui-même, qui ne portent, suivant l'habitude des prélats, que son nom de baptême. Et lorsqu'on recherche sur quels témoignages contemporains s'appuie une appellation aussi généralement admise, on ne rencontre que les deux documents suivants: 1° l'acte du 26 octobre 1365 mentionné plus haut, dans lequel figure comme témoin *Aymarus Fabri de Rupe*, curé de Rumilly; 2° l'obituaire de St. Pierre de Genève,[11]) qui à la date du 8 octobre, renferme la mention d'un don fait par *Dominus Adhemarus de Rupe episcopus Gebennensis* pour son anniversaire, et ajoute que *Dominus H. Fabri canonicus Gebennensis ejus nepos* a fait un don de 50 florins en augmentation de cet anniversaire.

C'est cette parenté qui probablement a porté à croire que l'évêque Adhémar appartenait à la famille Fabri, quoiqu'elle pût s'expliquer aussi par le fait que l'évêque aurait été le frère non pas du père d'Humbert Fabri, mais de sa mère.

A côté des documents écrits, les armoiries auraient pu fournir quelque lumière sur la famille de l'évêque. Blavignac fait observer que les armoiries de la famille Fabri ont subi plusieurs modifications, que les sceaux de l'évêque présentent une étoile à huit rais, «mais que plus tard, et probablement après que la maison Fabri eut acquis la possession de la seigneurie de Begnins, au pays de Vaud, elle combina les armes de ce domaine, une bande chargée de trois roses, avec les siennes propres, et porta désormais d'azur à la bande d'or chargée d'une rose de gueules et de deux étoiles du même.»[12]) On peut douter que des combinaisons de ce genre fussent en usage, et, si l'on abandonne l'idée préconçue que l'évêque appartient à la famille Fabri, on reconnaîtra qu'en realité, les armoiries du prélat et celles de cette famille sont essentiellement différentes.

Tel était l'état de la question, lorsqu'une étude historique imprimée à la fin de l'année 1885 est venue fournir de précieux renseignements sur la carrière de l'évêque Adhémar, mais a fait naître en même temps des doutes sérieux sur l'opinion tradition-

---

[4]) Mém. et Doc. de Genève, t. XXII, page 241.

[5]) Annales de la Cité de Genève attribuées à Jean Savyon, Genève 1858, pag. 11, „Adhemarus Fabri Jacopin".

[6]) Spon, Hist. de Genève, édit. de 1736, t. I, p. 70, „Ademarus Fabri Dominicain fut ensuite élu évêque".

[7]) Besson, Mém. sur l'hist. eccl. des diocèses de Genève, etc., p. 40, „Adémar Fabri originaire de Genève étoit Religieux de l'Ordre de St. Dominique".

[8]) Hist. litt. de Genève, t. I, pag. 105, „Adhémar Fabri, qui paraît appartenir à une famille genevoise . . ."

[9]) Hist. de la Ville de La Roche, 1790, p. 27. Dict. hist. de la Savoie III, pag. 212, „Fabri (Adhémar), autrement appelé Adhémar de la Roche".

[10]) Hist. de Genève, t. I, p. 93.

[11]) M. D. G. t. XXI, p. 238.

[12]) M. D. G. t. VII, p. 47.

nelle relative à sa famille d'origine. Il s'agit d'une «Histoire des évêques de St. Paul-Trois-Châteaux au XIV^e siècle», insérée par M. l'abbé Albanès dans plusieurs livraisons du *Bulletin d'hist. ecclés. des diocèses de Valence, etc.*, et publiée ensuite en une brochure (Montbéliard 1885). Au moment de son élection comme évêque de Genève, Adhémar, ou, ainsi que l'appelle M. Albanès, Aymar, était depuis 1378 évêque de St. Paul-Trois-Châteaux. A ce titre il avait sa place marquée dans l'ouvrage de M. Albanès; mais cet auteur s'occupe de l'ensemble de la vie d'Adhémar et nous apprend aussi que ce prélat avait été auparavant évêque de Bethléem. Au nombre des documents qui accompagnent son mémoire, il publie, d'après les archives du Vatican, des bulles de provision adressées à Adhémar pour les trois évêchés qu'il a successivement occupés.

A peu près à la même époque, l'évêque Adhémar était également l'objet d'autres travaux d'érudition. Le diocèse de Bethléem, auquel il fut appelé en premier lieu, avait été institué à la suite de la première croisade, et cet évêque rentrait ainsi dans le cercle d'investigations de la société fondée à Paris, il y a quelques années, sous le titre de *Société de l'Orient latin*. Son principal promoteur, M. le comte Riant, a été amené à retracer, à l'aide des documents, l'histoire des évêques de Bethléem durant le moyen-âge. Il a eu l'extrême obligeance de nous communiquer les résultats de ses recherches sur Adhémar et de mettre sous nos yeux plusieurs documents.[13])

Grâce à ces diverses sources d'informations, nous sommes maintenant en mesure sinon de tracer une biographie complète de l'évêque Adhémar, tout au moins de signaler les principales étapes de sa carrière et quelques-uns des actes émanés de lui.

Il appartenait, ainsi qu'on l'a toujours reconnu, à l'ordre des Dominicains, et, en 1357, il remplissait les fonctions de prieur dans le couvent de cet ordre situé en *Palais*, aux environs immédiats de Genève. On avait fait observer qu'en 1363 cette charge de prieur n'était plus occupée par lui, mais on ignorait les motifs de ce changement. Nous savons maintenant qu'en 1362 il fut élu par Urbain V au siège de Bethléem. La bulle de provision est en date du 13 9^bre [14]). Elle confère *dilecto filio Adhemaro de Rupe electo Bethleemitano* l'évêché de Bethléem devenu vacant par la mort de Durand de Sauzet, et elle constate que le nouvel élu appartenant à l'ordre des Frères prêcheurs est entré dans la prêtrise (*in presbyteratus ordine constitutum*) et a été nommé en considération de ses qualités et de sa science.

Quoique à l'époque qui nous occupe les évêques de Bethléem, dont le siège effectif était depuis longtemps retombé aux mains des Infidèles, eussent fixé leur résidence en France et ne fussent plus en réalité que des évêques *in partibus*, cet évêché auquel les souverains pontifes appelèrent de préférence, à la fin du XIV^e siècle et au commencement du XV^e, des religieux de l'ordre de St. Dominique, n'était pas une sinécure. Il avait été en effet successivement doté, dans diverses contrées de l'Europe, de nombreux domaines et d'églises, que son titulaire était appelé à administrer. Le 24 décembre 1364,

---

[13]) Les pièces qui nous ont été communiquées par M. le comte Riant se trouvent publiées ou in extenso ou en analyses dans son Mémoire: *Une dépendance italienne de l'église de Bethléem, Varazze en Ligurie* (Atti della Società Ligure di storia patria, 1886, t. XVIII), et dans le tirage à part qui paraîtra prochainement.

[14]) Albanès, Hist. des Evêq. de St. Paul-Trois-Châteaux, docum. n° 25.

l'évêque de Ténédos, Pierre de Marigliano, agissant comme vicaire d'Adhémar évêque de Bethléem, pourvoit à l'église de Varazze [15]). Le 27 mars 1365, Adhémar institue l'évêque d'Acqui, Guido d'Incisa, pour son vicaire dans les possessions Bethléémitaines des diocèses de l'Italie du nord [16]). Et, en vertu de cet acte, l'évêque d'Acqui confère, en 1369, à Guillaume Bava, chanoine d'Asti, l'église de St. Laurent d'Occimien dans le diocèse de Verceil [17]). Enfin, en 1371, Philippe de Varèse est mentionné à Gênes comme vicaire de l'évêque de Bethléem[18]).

Adhémar résidait très probablement à Avignon et peut être envisagé comme un des familiers et des hommes de confiance d'Urbain V; mais nous ignorons s'il suivit ce pontife en Italie de 1367 à 1370. Sous le pontificat de Grégoire XI, nous voyons Adhémar, en 1376, consacrer Francisco Morozzo comme évêque d'Asti [19]).

C'est aussi pendant son épiscopat de Bethléem, mais nous ne savons dans quelle année, qu' Adhémar fut appelé à exercer dans son diocèse d'origine les fonctions de vicaire général *in spiritualibus* de l'évêque de Genève, Guillaume Fournier de Marcossey (1366—1378). Cette charge, qui n'est indiquée dans aucun des documents que nous possédons à Genève, est révélée par une lettre de Clément VII, en date du 20 juil. 1379, conservée aux archives du Vatican, et qui nous a été communiquée par M. le comte Riant. Dans cet acte destiné à statuer sur une contestation relative au cimetière de Duing entre le recteur de cette paroisse et le prieur du prieuré voisin de St. Jorioz, le pape rappelle que ce cimetière a été bénit par l'évêque Adhémar de St. Paul-Trois-Châteaux, qui était alors évêque de Bethléem et vicaire général de l'évêque Guillaume de Genève (*venerabilis frater noster Ademarus Tricastrinensis tunc Bethlemitanus Episcopus ac Vicarius bone memorie Guillelmi Episcopi Gebennensis in spiritualibus generalis*). Il ajoute que contrairement à l'usage cette bénédiction a eu lieu sans l'autorisation de l'évêque de Genève (*nulla ab eodem Gebennensi Episcopo petita licentia seu obtenta autoritate ordinaria benedixit ut est moris*), ce qui semble indiquer des rapports peu bienveillants entre l'évêque du diocèse et son vicaire, qui fondait sur sa propre dignité épiscopale une certaine indépendance.

On sait que Grégoire XI transféra, en 1377, son siège à Rome, qu'il y mourut le 28 mars de l'année suivante, et que l'élection de son successeur donna lieu à des divisions entre les cardinaux et fit naître le grand schisme d'occident. Adhémar était sans aucun doute un des amis et partisans du cardinal Robert de Genève qui contribuèrent à le faire élire pape le 20 7bre 1378 en opposition à Urbain VI, qui avait été revêtu de la même dignité le 9 avril 1378. Durant cet intervalle, le cardinal Robert ne s'était point encore définitivement séparé d'Urbain VI, et l'on a conservé de lui une lettre (probablement de juin ou juillet) dans laquelle, lui rappelant la recommandation qu'il lui avait déjà faite en faveur de l'évêque de Bethléem, il le prie plus instamment encore de l'élire à un des évêchés vacants de St. Paul-Trois-Châteaux ou de Grasse [20]). Il ne paraît pas

[15]) Verzellino, *Memorie di Savona*, éd. Astengo (Savona 1885, 8°) I, p. 511.

[16]) et [17]) Moriundus, *Monum. Aquensia*, n° 343, — communiqué par M. le comte Riant.

[18]) Communiqué par le même.

[19]) Gregor. XI, Epist. 1376, 11 aug., Regest. Vatic., CCLXXXIX, f. 84a (mention communiquée par le même).

[20]) Lettre tirée des Arch. du Vatic., communiquée par le même.

qu' Urbain VI ait satisfait à cette requête; en tout cas c'est le cardinal Robert lui-même qui, deux mois après son élection au pontificat par un fraction de cardinaux, élisait son compatriote Adhémar au siège de St. Paul-Trois-Châteaux, par une bulle datée de Fondi le 10 9bre 1378[21]).

Nous ne possédons qu'un seul document émané d'Adhémar pendant qu'il occupait le siège de St. Paul-Trois-Châteaux. C'est une lettre en date du 1er 9bre 1381 adressée à Catherine Amiel, religieuse de St. Sauveur de Marseille, qui s'était adressée au pape pour obtenir une indulgence plénière à l'article de la mort. «La réponse, nous dit M. Albanès, lui fut faite par l'évêque de St. Paul, qui, ayant reconnu, *vivae vocis oraculo*, quelles étaient les intentions du souverain pontife, les communiqua par écrit à la suppliante, lui faisant savoir que sa demande lui était accordée. La mission que nous voyons Aymar remplir dans cette occasion, sa présence à Fondi après l'élection de Clément VII, sa mort à Avignon, supposent des relations suivies qui rendent plausibles ce qu'on a dit de lui, qu'il fut le confesseur du susdit pontife»[22]).

Cet office lui est en effet attribué par la plupart des historiens genevois, mais ne ressort d'aucun des documents que nous possédons aujourd'hui.

Adhémar siégea à St. Paul-Trois-Châteaux durant près de sept années et fut transféré à l'évêché de Genève par une bulle de Clément VII du 12 juillet 1385. Il remplaçait Jean de Murol, qui lui succéda sur le siège de St. Paul-Trois-Châteaux, d'abord à titre d'évêque, puis, après sa nomination au cardinalat, à titre d'administrateur. En donnant à Adhémar le siège de Genève, Clément VII, remarque M. Albanès, le faisait évêque de sa propre patrie, et il voulait sans contredit l'avantager. Jean de Murol, dans son testament de 1397, fait l'éloge en ces termes de l'église de Genève: *habui bonam opulentam et obedientem ecclesiam videlicet Gebennensem.*

Nous arrêtons à cette date du 12 juillet 1385 la revue des documents parvenus en dernier lieu à notre connaissance au sujet de l'évêque Adhémar: il appartient dès lors à l'histoire de Genève. Mais il était important de montrer qu'au moment où ce prélat commençait un épiscopat de courte durée, qu'il devait illustrer par un acte de haute sagesse politique, il avait été mêlé depuis plus de vingt ans aux affaires et aux luttes ecclésiastiques, qu'il avait administré deux évêchés et acquis l'expérience des hommes et des choses.

Les renseignements que nous avons maintenant sur sa carrière augmentent l'intérêt que pourrait avoir la connaissance exacte de la famille à laquelle il appartenait. Mais à cet égard les recherches nouvelles n'ont pas offert des informations aussi concluantes. Aucun des documents que nous venons de signaler ne fait suivre le nom de baptême Adhémar de celui de Fabri. De plus, il est évident qu' Adhémar, évêque de Bethléem depuis 1363 ne saurait plus être identifié avec cet *Aymarus Fabri de Rupe* curé de Rumilly, qui apparaît le 26 8bre 1365 dans l'entourage de l'évêque de Genève, Allamand de St. Jeoire. Ainsi l'argument qui pouvait être déduit de l'acte de 1365 en faveur de l'opinion traditionnelle rattachant l'évêque Adhémar à la famille Fabri, perd toute valeur,

[21]) Albanès, docum. n° 26.
[22]) Albanès, p. 41.

et l'on ne peut dès lors invoquer que la qualité de *nepos* donnée dans l'obituaire de Genève au chanoine Humbert Fabri vis-à-vis de l'évêque de Genève Adhémar.

Nous avons fait observer déjà que cette mention de *nepos* pouvait résulter non d'une parenté de sang, mais d'une alliance entre deux familles différentes. Cette distinction de familles et le nom de celle dont l'évêque faisait partie sont révélés par l'obituaire lui-même lorsqu'il oppose au neveu *Humbertus Fabri* l'oncle *Adhemarus de Rupe*. Il s'agit bien ici d'un nom de famille; car lorsque l'obituaire mentionne les évêques de Genève et fait suivre (ce qui n'a lieu que rarement) leur nom de baptême d'un autre nom, ce dernier nom est celui non point d'une ville, mais d'une famille: Aymon de Grandson, Pierre de Faucigny, Guillaume Fournier. Ce même nom *de Rupe* avait été déjà donné à Adhémar dans d'autres documents, dans celui, par exemple, qui le montre, en 1357, en sa qualité de prieur du couvent des Frères prêcheurs, et dans la bulle de provision pour l'évêché de Bethléem. Une pièce en langue française relative à cet évêché le mentionne sous le nom *d'Emart de la Roiche*[23]).

Il existait, on le sait, dans le comté de Genevois, une famille noble *de Rupe* dont plusieurs membres, au XII^e^ et au XIII^e^ siècle, occupaient un certain rang et avaient pris part à des actes politiques importants. L'évêque Adhémar appartenait-il à cette famille ou à une autre famille qui avait également emprunté son nom à celui de la ville de La Roche? Nous ne saurions le dire. Nous pouvons faire observer toutefois que, dans le cours du XIV^e^ siècle, on trouve mentionnés divers personnages qui ajoutent à leur nom de baptême celui de *de Rupe*, notamment Franciscus *de Rupe*, notaire en 1345 et Johannes *de Rupe*, chantre de Genève, qui apparaît de 1356 à 1361.

On sait aussi que les membres de la famille Fabri originaires de La Roche ajoutaient à leur nom celui de *de Rupe* pour se distinguer d'autres Fabri. Mais rien ne prouve qu'Adhémar ait fait partie d'aucune famille Fabri.

Quant au nom, c'est à celui d'Adhémar Fabri que se rattachera longtemps encore le souvenir des franchises de Genève promulguées il y a précisément cinq siècles. Pour nous, il paraît plus exact de restituer à l'évêque Adhémar le nom sous lequel le pape Urbain V l'a élevé à la dignité épiscopale, et sous lequel les chanoines de la cathédrale ont inscrit son anniversaire. Dans une époque où la critique fondée sur les documents peut être appelée à faire disparaître des personnages respectés, elle est heureuse de n'avoir à proposer que le changement d'un nom de famille.

Genève, mars 1887. *Ch. Le Fort.*

*P. S.* Nous devons à l'obligeance de M. le comte Riant les deux nouveaux renseignements suivants. 1° Avant d'avoir exercé les fonctions de prieur du couvent des Dominicains de Genève, Adhémar avait exercé les mêmes fonctions au couvent des Dominicains de Lyon. On le trouve en date du 10 juin 1354 désigné en cette qualité sous le nom d'*Adhémar de la Rahe*. — 2° Dans une liste latine d'évêques dominicains, écrite au XV^e^ siècle aux archives généralices de l'Ordre, le nom d'Aimar de la Roche, évêque de Genève, revêt la forme suivante: *Aymarus von Leyen seu de Rupe*. Cette singulière désignation est difficile à expliquer, et nous nous bornons à la mentionner.

---

[23]) Gallia christ. XII, 232.

## 54. Die Gruber'sche Fehde.

Nicht bloss 25, sondern mehr denn 30 Jahre dauerte die Gruber'sche Fehde, welche den grössten Theil der Eidgenossenschaft einer kleinen Civilstreitigkeit wegen in Acht und Bann brachte. Das ungenaue Referat über diese Fehde, das sich in Justingers Chronik findet (Ausgabe von Dr. G. Studer, Seite 238—239) hat seit mehr denn 100 Jahren die schweizerischen Geschichtsforscher irregeführt. Justinger hat nämlich die Darstellung des Gruber-Handels zwischen die Ereignisse der Jahre 1415 und 1418 hineingeschoben, weil um 1418 ein Hauptentscheid von Seite des Kaisers bezüglich der über die Eidgenossen verhängten Reichsacht erfolgte. Justingers Darstellung, welche bisanhin die Grundlage für alle Darstellungen dieses complicirten Handels bildete, lautet:

In den Ziten was ein gebur, von Wallis geborn und ze Bern gesessen, hies Gruber. Der hat die von Wallis ansprechig *von erbes* wegen, darum er si in die achte tet. Und um daz etlich von Wallis gen Bern wandloti oder in ir land, darum tet er die von Bern auch in die achte, wider got und recht; wann er daz recht zu Bern nie gesucht hat. Und also acht er alle eydgenossen unwissender dingen und kam mit sinen sachen zu dem von Zolrn, darnach zem Herzogen von Urslingen. Die hetten alle gern mit im gessen, und enthielten in und griffen die eydgenossen an und fiengen und beraubten etlich von Bern und ander. Dez wart von den eydgenossen in klagwise für den küng bracht. Der küng lies die sache liechtenklich hinslichen. Also hat die sach do gewert bi XXV jaren und wart nahin alz vast als vor.

Wir haben keinen Grund, Justingers Bericht über das Streitobject in Zweifel zu ziehen, obwohl alle bis anhin bekannt gewordenen Actenstücke die Ursache des Streites nicht näher bezeichnen. Diese beleuchten eben nur den Gang des Prozesses, die formale Seite, die damals wie heute noch den Kern der Rechtsfrage über Gebühr verhüllte.

Ueber den Verlauf des Prozesses lässt sich aus den mir bis anhin bekannt gewordenen Documenten Folgendes feststellen:

Der in Bern ansässige Ober-Walliser Johann Gruber nahm wahrscheinlich anlässlich jenes Türkenkrieges, der mit der Schlacht bei Nikopolis (1396) so unglücklich endete, das Kreuz. Es geschah dies wahrscheinlich nach Beendigung eines verlorenen Civilprozesses, um mit Hilfe der von den Päpsten den Kreuzfahrern verliehenen ausserordentlichen Privilegien und des besondern Schutzrechtes (Walther: Kirchenrecht 7. Auflage, § 179, S. 349) eine Revision des Prozesses zu erwirken. Gruber brachte es wirklich zu Stande, dass vom Papste die Entscheidung des Prozesses einem ausserordentlichen Richter übertragen wurde. Dieses Factum entnehmen wir der später zu erwähnenden Urkunde des Bischof Jordan von Albano, worin es heisst: quidam Johannes Gruber, laicus, ut asseritur, *cruce signatus*, Lausannensis dioecesis quosdam laicos tunc expressos in valle Vallesiae Sedunensis Dioecesis residentes coram certis judicibus a sede Apostolica deputatis traxisset in causam.

Als die Beklagten sich vor diesen Richtern nicht stellten, wurde das Contumacialverfahren eingeleitet und der Bann nicht nur über die Beklagten, sondern auch über diejenigen ausgesprochen, die mit denselben verkehrten. Als auch dieses Mittel nicht zum Ziele führte, erhielt Gruber von den apostolischen Richtern die Vollmacht, die

Hilfe des weltlichen Armes in Anspruch zu nehmen (demum ipsos, eorum contumacia exigente, cum participantibus eis, excommunicatione aggravari et reaggravari, ac usque ad invocationem brachii secularis inclusive procedendi obtinuisset).

Als die mit den Wallisern verkehrenden Personen bezeichnete Gruber die Eidgenossen von Luzern, Uri, Unterwalden und Zug, deren Aechtung er vom Landgerichte des Thurgaus den 20. December 1397 erwirkte. Der Achtbrief (Beilage I.) bezeichnet überdies einige Walliser namentlich, vermuthlich theils die Rechtsgegner, theils die Richter. Einzelne der in diesem Achtbriefe speziell benannten Personen werden wenigstens in den spätern Urkunden als Richter bezeichnet. Zu diesen haben wir entschieden die Herren von Raron zu rechnen.

Auffällig ist die Nennung der Eidgenossen von Zug, da damals ein Bündniss zwischen Wallis und Zug nicht existirte. Es scheint mir die Aechtung der Zuger nur desswegen erfolgt zu sein, weil damals in Zug ein Luzerner als Ammann waltete.

Gruber schritt, als die Aechtung der Oberwalliser und ihrer Bundesgenossen nicht von Erfolg gekrönt war, weiter und erwirkte am 15. Februar 1398 vom werdenberg-heiligenbergischen Landgerichte Schachbuch (bei Ueberlingen), dass die Acht auch über die Züricher erstreckt wurde (Beil. II). Ebenso liess er auch am 2. Mai 1398 die Acht über die Walliser, die Leute von Zürich, Luzern, Uri, Unterwalden und Zug durch das Landgericht im Klettgau bestätigen (Beilage III).

In ihrer Verantwortung machten die Beklagten von Zürich später geltend, sie haben sich nicht aus Missachtung der geistlichen Gerichte vor den vom apostolischen Stuhle delegirten Richtern nicht gestellt, sondern nur desswegen, weil man sie vor ein ausserhalb des Landes gelegenes Gericht, wie es scheint jenes von Lausanne, citirt habe, das von ihrem Wohnorte 4 Tagereisen entfernt sei, so dass sie über unwirthliche Berge und Thäler auf gefährlichen Strassen hätten reisen müssen. Auf Lausanne als Sitz des ausserordentlichen Gerichtes weist die Dorsalschrift auf den beiden Achtbriefen vom 20. Dec. 1397 und 2. Mai 1398. Wahrscheinlich wurde erst den 20. Mai 1407 vom Offizial der Curie von Lausanne im Namen des Papstes nochmals der Bann über die Rechtsgegner Gruber's ausgesprochen, da auf dem Rücken des Achtbriefes von 1397 vermerkt steht: veneris XX maii . . . produxit und auf der Urkunde von 1398 Lausanne. (Beilage III). Gruber aber war nicht im Falle, seinen von geistlichen und weltlichen Richtern erlangten Urkunden Beachtung zu verschaffen, da vermuthlich der Rath von Bern ihn bei seinem Begehren nicht schützte. So blieb denn Gruber nur ein Mittel: er musste Bern und die Eidgenossenschaft verlassen, und zum Fehderecht, dem letzten Rechtsmittel, Zuflucht nehmen. Zu diesem Zwecke wendete er sich an Herzog Reinold von Urselingen, einem der bekanntesten Raubritter jener Tage, der Pfaffen, Ritter und Bürger niederwarf.

Die schönen Tage der Herren von Urselingen, der vormaligen Herzoge von Spoleto, waren mit dem Sturze der Hohenstaufen dahin. Herzog Werner von Urselingen, Heerführer der grossen Compagnie deutscher Freibeuter in Italien, hatte zwar 1342 bis 1351 in Italien sich grossen Reichthum und einen gefürchteten Namen erworben. Aber das Raubgut hatte keinen Bestand. Schon die folgende Generation, welche successive alle Stammgüter an die Grafen von Wirtenberg veräusserte, führte im Städtchen

Schiltach und in Oberndorf, als Schenken des Stiftes St. Gallen, ein bescheidenes Dasein. Unzutreffend ist zwar die Behauptung Gilg Tschudi's (Chronik II, 147), Herzog Reinold von Urselingen sei ein armer verdorbener Bettelherzog gewesen. Denn Reinold, der allerdings keine abgerundete Herrschaft besass, war wirtenbergischer Landvogt in Mümpelgard; durch seine Gemahlin, Anna Freifrau von Usenberg, erhielt er einen Theil der Herrschaft Usenberg, das Schloss Höhingen, die Dörfer Bischofflngen und Breckingen mit Sulzburg (Vrgl. Zeitschrift für Beförderung der Geschichtskunde, Freiburg V, 9), die Herrschaft Triberg und das Schloss Hornberg; als Pfand besass er die Stadt und Burg Gemar im Elsass, seit 1425 auch das feste Schloss Rappoldstein; dazu kam das Städtchen Schiltach und die ihm von K. Siegismund und K. Albrecht um 1500 Gld. verpfändete Stadtsteuer von Rotweil. Endlich war Urselingen Miteigenthümer der Ganerbenburg Hohenkarpfen (1410). Sein Ansehen in Adelskreisen bezeugt z. B. die Thatsache, dass ihn die Grafen von Zollern 1413 zum Schiedsrichter in ihren Streitsachen erwählten, und dass ihn Pfalzgraf Ludwig bei Rhein zu seinen Räthen zählte. Durch das Eingreifen Herzog Reinolds, dem weder die «Kraft» noch die «Freisinnigkeit» der Schweizer, wie A. von Tillier (Geschichte von Bern II, 44) bemerkt, sondern nur die Habe der wandernden Kaufleute bei seiner Fehde massgebend war, gewann der Gruber-Handel bald eine andere Gestalt. Denn in Reinold lebte noch etwas von der kühnen Unternehmungslust Werners von Urselingen, dessen Räuberleben in Italien F. X. Brunner (Aarau 1828) geschildert hat. Reinold eröffnete den Krieg von Mümpelgard aus nicht blos gegen die in den Achtbriefen von 1397 und 1398 benannten Personen, sondern gegen alle Eidgenossen und deren Verbündete, namentlich gegen die reichen Kaufleute in Basel. Der Räuberhauptmann Herzog Reinold suchte mit Hilfe eines Bauern aus der Gegend von Konstanz der Stadt Basel durch Verrath sich zu bemächtigen. Aber der Versuch misslang und der Bauer wurde den 15. Februar 1412 geviertheilt (Wurstisen: Basler Chronik I, fol. 223; Tschamser: Chronik von Tann I, 494; Ochs: Geschichte von Basel III, 95 und 101, am letztern Orte irrig zum 15. Februar 1413). Glücklicher waren Herzog Reinold und sein Spiessgeselle Werner von Homburg, indem es ihnen gelang mehrere Basler niederzuwerfen. Da legte sich aber die Stadt Strassburg in's Mittel und brachte unter dem 22. März 1412 eine Richtung zwischen der Stadt Basel einerseits und Reinold von Urselingen und Werner von Homburg anderseits zu Stande wegen der Misshelligkeiten, die von der Sache des Gruber herrühren. Hiernach soll, «was beide Theile einander genommen haben, ab sein. Betreffend die Gefangenen, die schon geschätzt worden, soll es dabei bleiben. Diejenigen aber, die noch nicht geschätzt worden, soll der Herzog in der Strassburger Hände liefern, und diese soll die Stadt gegen Bezahlung der Atzung ledig sprechen» (Grosses Weisses Buch von Basel, fol. 147, b; Ochs: Geschichte von Basel III, 95; Dr. v. Segesser: Abschiede I, 473).

Mit dieser Sühne war unstreitig ein Waffenstillstand verbunden.

In neuester Zeit hat man die Behauptung aufgestellt, die Berner haben den Aufenthalt K. Sigismunds in Bern (1414, 3.—6. Juli) benutzt, um das Ansuchen vorzubringen, der König möchte die über die Eidgenossen wegen des Grubers verhängte Acht aufheben. Diese Ansicht stützt sich auf die Thatsache, dass unter den dem König eingereichten Begehren wirklich eines sich findet: «zu erwerben freyheit über die acht»

(Archiv des histor. Vereins von Bern XI, 366). Wenn wir aber beachten, dass der Rath von Bern bei seinen Begehren rein nur bernische Interessen vertrat, keineswegs aber allgemeine eidgenössische, so müssen wir dieser Ansicht entgegentreten und zwar um so mehr, weil einerseits damals die Fehde ruhte und anderseits die Achtbriefe die Stadt Bern direkt noch nicht nannten. Wir haben entschieden an einen andern Aechtungsprozess zu denken, der Bern damals vorschwebte.

Erst zur Zeit des Concils von Constanz flackerte die Gruber'sche Fehde wieder auf. Beim Concil von Constanz[1]) erwirkte Herzog Reinold von Urselingen die Bestätigung der früher von Gruber erlangten Acht- und Bannbriefe, wodurch sein Vorgehen gegen die Eidgenossen scheinbar eine rechtliche Grundlage erhielt. Erst jetzt wurde die gesammte Eidgenossenschaft als in Acht und Bann befindlich erklärt. Im November 1416 eröffnete der Herzog von Urselingen mit seinen Genossen im Namen Johann Grubers die Fehde gegen die Eidgenossen. Unter seinen Helfern befand sich damals Eberhard von Freiburg, der mit der Stadt Freiburg im Breisgau einen Conflikt hatte (Vrgl. Schreiber: Urkundenbuch von Freiburg II, 269, Missiv vom 1. Dec. 1416.)

Die Eidgenossen waren über die gegen den Herzog von Urselingen einzuhaltende Stellung sehr getheilter Ansicht. Die Bürger von Zürich gaben den Räthen am 16. Januar 1417 volle Gewalt, die Sache Grubers und seiner Helfer an die Hand zu nehmen und besonders bei der am 24. Januar in Luzern zusammentretenden Tagsatzung zu beantragen, einem geistlichen oder weltlichen Gerichte den Entscheid über den Gruber-Handel zu unterbreiten. Einem solchen Entscheide wollte sich der Rath von Zürich unterziehen, selbst wenn die andern Eidgenössischen Orte andrer Ansicht wären. Auf dieser Tagsatzung tauchten die verschiedensten Vorschläge auf. Zürich und Glarus, eventuell auch Schwyz und Luzern, wollten den Entscheid des Gruber-Handels einem geistlichen Gericht übertragen, Ob- und Nidwalden wollten von einem geistlichen Gerichte absolut nichts wissen; Bern wollte den Kaiser als Schiedsrichter anerkennen; dieser Ansicht traten die Stände Nidwalden, Luzern und Zug bei. Mehreren Orten, z. B. Uri und Nidwalden, war der Streitgegenstand unbekannt. Wie es scheint, war die Mehrheit der Stände nicht abgeneigt, in Basel eine neue Vermittlung zu suchen (Abschied vom 3. Febr. 1417), inzwischen sollten die Boten einzelner Orte genauere Instruction nachsuchen (Rathsbuch von Luzern vom 26. Februar).

Allein auch diese zweite Tagsatzung hatte keinen Erfolg. Die Gesandten vernahmen zwar, dass der Kaiser sich vorläufig dahin ausgesprochen habe, er sei bereit die Eidgenossen gegen die Ritterschaft zu schützen. Einzelne Orte waren geneigt, dem König den Entscheid zu überlassen, andere waren der Ansicht, man solle gegen die Urtheile der fremden Gerichte sich auf die kaiserlichen Privilegien berufen. (Instruction von Luzern vom 10. März 1417). Als dann am 15. März 1417 die Tagsatzung in Luzern zusammentrat, erklärten die Stände Zug, Glarus und Unterwalden, sie wollen des Grubers wegen auf niemand zu Recht kommen.

---

[1]) Laut Brief an Freiburg „gegen die Eitgenossen, die doch in banne und acht sint, und von dem heiligen stuhl zu Rom und von dem Concilium zu Constantz, und anderen geistlichen und weltlichen gerichten verurtheilt, und usser dem friden in unfriden verkünt sind".

Endlich erfolgte am 19. April 1417 auf der Tagsatzung in Luzern insofern eine Einigung, als die Eidgenossen dem Kaiser den rechtlichen Entscheid überlassen wollten, nicht aber eine «friedliche Lösung», damit die Partei des Herzogs von Urselingen nachher nicht desto mehr Rechtsansprüche erheben könne.

Trotz des vom König den Eidgenossen zugesagten Schutzes hatte der Herzog von Urselingen einige Schweizer gefangen und nach Thann gebracht.

Kaiser Sigmund nahm sich der Gruber'schen Sache nicht so ernstlich an, wie die Eidgenossen erwarteten; wichtigere Angelegenheiten nahmen seine Aufmerksamkeit in Anspruch. Ja, es scheint fast, als hätte Sigmund den verwegenen Herzog von Urselingen und dessen Genossen gewähren lassen, um auf die ihm nicht immer willfährigen Eidgenossen zuweilen einen gewissen Druck ausüben zu können, wenn er auch den Schweizern zu verstehen gab, die Ritter und Fürsten nähmen ihm seine Sympathie für die Eidgenossen sehr übel.

Auf Seite des Herzogs von Urselingen stand damals dessen Waffengefährte Graf Itel Fritz von Hohen-Zollern, der mit ihm und dem Grafen Eberstein am 21. April 1410 dem Markgrafen von Baden die Stadt Oberndorf weggenommen hatte, wie Graf Wilhelm Werner von Zimmern in seinen Jahrgeschichten erzählt (Mone: Quellensammlung III, 134). Der heftigste Feind dieses in österreichischem Diensten stehenden Grafen war dessen leiblicher Bruder Graf Friedrich von Hohen-Zollern, genannt der Oettinger, den Conrad Winziecher von Reutlingen in seinem lateinischen Gedichte auf die Einnahme der Burg Hohen-Zollern «tyrannus totus in Alimannia bene notus» nennt.[1])

Als der Rath von Zürich Kunde erhielt, dass auch Graf Itel Fritz von Zollern der Bande des Herzogs von Urselingen sich angeschlossen habe, ging er den 21. October 1417 mit dem Grafen Fritz von Zollern einen Vertrag ein, wonach dieser in Zürich Burgrecht nahm, mit der Verpflichtung, bis zum 12. November 1418 zu «erstechen[2]) oder zu fangen: seinen Bruder den Grafen Itel Fritz von Zollern und den Herzog von Schiltach, jeden um 200 Gulden, den Uli Bräm, Rudolf Ammann von Winterthur, Hänsli Zindel und die drei Knechte, genannt die Brodbecken von Nüfern, jeden um 100 Gulden» (Anzeiger für schweizerische Geschichte 1860, 134). Die Stadt machte dem Grafen zugleich, unter Bürgschaft Heinrich Göldlins ein Anleihen von 150 Gulden. Friedrich von Hohen-Zollern stand mit dem Herzog von Urselingen seit 1414 in Fehde und befand sich 1418 in des Reiches Acht und Aberacht, während sein Bruder Itel-Fritz in Tyrol sich aufhielt und von der Fehme verfehmt wurde.

Vermuthlich hinderte dieser Bruderzwist im Hause Hohen-Zollern, in den sich auch der Herzog von Urselingen als Fehmrichter einmischte, die Verfolgung der Gruber'schen Fehde. Inzwischen legten die Eidgenossen dem Kaiser die von seinen Vorfahren erworbenen Privilegien vor und dieser wies darauf seinem Hofgerichte den

---

[1]) Ueber die beiden Grafen vrgl. J. Reiner: Genealogie des Hochfürstlichen Hauses Hohen-Zollern, Stuttgart und Sigmaringen 1843, S. 38—50. Stillfried und Märker: Hohenzoller. Forschungen. — Monumenta Zollerana. Urkunden der schwäbischen Linie. — Stälin: Wirtenberg. Geschichte III, 421 ff.

[2]) Die betreffenden Worte sind in den Monumenta Zollerana pag. 516—517 ausgelassen, die Urkunde ist durch diesen Kunstgriff zu einem „Bürgschaftsrevers des Grafen Fritz von Zollern für Heinrich Göldlin“ geworden.

Prozess zum Untersuche zu. Am 2. März 1418 ersuchte der Rath von Luzern im Auftrage der Tagsatzung den Rath von Zürich um Bezeichnung eines «Advocaten» im Prozesse gegen Gruber (Rathsprotokoll III, 40). Wenn nun auch der Herzog von Urselingen sich momentan weiterer Feindseligkeiten gegen die Eidgenossen enthielt, so wurde es doch Sitte, bei Nichterfüllung von Versprechungen von Seite eidgenössischer Räthe einfach zu drohen: «ich gehe zum Herzog von Schiltach nach Hornberg[1]) (Rathsprotokoll von Luzern III, 40, in Sachen des Rudi Keller von Luzern 1418, dazu eine Urkunde eines Hitzkirchers Rudi Kunz von 1420, 16. October). Die Eidgenossen aber betrachtete man als «Aechter», wo sie sich auch zeigen mochten (1418, Sab. post Verene, Rathsprotokoll von Luzern III, 50).

Während der Gruber'sche Prozess beim kaiserlichen Hofgerichte anhängig war, zeigten sich im Juli 1418 so auffallend viele Leute in der Schweiz, die als Schnitter Lohn suchten, dass die Eidgenossen vermutheten, es sei auf Brandstiftungen abgesehen. Berchtold Schwend von Zürich erzählte auch auf der am 19. Juli 1418 in Luzern versammelten Tagsatzung, der Herzog von Urselingen habe 100 Knechte zusammen gebracht, die einen Ueberfall von Sursee beabsichtigten (Dr. v. Segesser: Abschiede I, 199—200). Die eidgenössischen Landvögte erhielten daher den Auftrag, die Verdächtigen zu fangen.

Die Rechtsgelehrten von Zürich waren der Ansicht, die Eidgenossen sollen den Prozess gegen Gruber wagen und sich nicht so herumziehen lassen. Der Rath von Zürich setzte sich desshalb mit jenem von Bern wegen Beschaffung der Prozesskosten in Verbindung (J. v. Müller Schweizergeschichte III, Note 389).

Inzwischen hatte eine schweizerische Gesandtschaft mit dem römischen Könige in Weingarten sich sowohl wegen des Eschenthals, als wegen des Gruber-Handels ins Einvernehmen gesetzt. Der König zeigte sich nicht blos bereit, jene Orte, die damals bei ihm vertreten waren, der Acht zu entlassen, sondern auch diejenigen, die sich später bei ihm über den Besitz kaiserlicher Privilegien betreffend Befreiung von fremden Gerichten ausweisen würden. Er ertheilte ihnen auch freies Geleit für ihre Kaufleute und bestätigte die unter dem 29. August 1418 ihm vorgewiesenen Privilegien, womit zugleich die Aechtung der Eidgenossen durch die Gerichte von Winterthur, Klettgau und Schattbuch aufgehoben wurde. In Wirklichkeit hatten aber nur die Züricher damals ihre Privilegien betreffend Befreiung von fremden Gerichten, die sie von den Königen Rudolf (1274, 20. October), Albrecht (1298, 12. October) und Heinrich (1309, 15. April) erhalten hatten, aufgelegt. Allein die kaiserliche Kanzlei bediente sich für die Orte Zürich, Bern und Luzern des gleichen Formulars, während Luzern seine Privilegien erst von König Wenzel erhalten hatte (vrgl. für Bern: Freiheitenbuch 22, für Luzern: Silbernes Buch fol. CCX, Urkunde im Stadtarchiv, Segesser: Rechtsgeschichte II, 114, Geschichtsfreund 1, 9).

Der Rath von Zürich gab den eidgenössischen Orten von diesen Verhandlungen, die in Ulm fortgesetzt werden sollten, unter dem 2. September 1418 Kenntniss, so an Glarus (Blumer: Urkundensammlung 1, 502 f.) und Solothurn, und ersuchte sie, ihre

---

[1]) Hornberg gehörte 1419 dem Schwager des Herzogs Bruno Werner von Hornberg. Marmor in der Zeitschrift des Bodensees IX, 231.

Privilegien ebenfalls vorzuweisen und in Ulm sich einzufinden. Am 8. September 1418 einigten sich die Stände Zürich, Bern, Luzern und Schwyz zum Besuche des Tages in Ulm. Sie erreichten dort ihre Zwecke. Am 30. October 1418 sollte der Rath von Zürich noch in Gegenwart der Gesandten von Bern und Solothurn den Entscheid des Königs in Sachen des Achtprozesses eröffnen. Dieser lautete einfach: Die Acht ist aufgehoben: dagegen kann der König nicht zugleich auch den aus päpstlicher Machtvollkommenheit verhängten Kirchenbann aufheben.

J. von Müller versichert zwar (Schweizergeschichte III, 156, Note 394), noch im Jahre 1419 habe Bischof Otto den Bann aufgehoben, aber diese Angabe ist unrichtig. So war also das Resultat der Gesandtschaft nicht vollständig befriedigend.

Sobald der König in der Ferne weilte, begann Gruber wieder seine Fehde, indem er jetzt im Dec. 1420 zuerst die Berner bedrohte (Abschiede 1, 234).

Am Sonntag nach Georgentag 1421 sendeten auf Mahnung des Herzogs von Urselingen Friedrich von Krenkingen der Bastard, Hans Burger von Triberg, Claus Kutt von Singen und Hans Harrer von Wiltberg ihre Fehdebriefe an die Eidgenossen.

Um einer nochmaligen Aechtung zu entgehen, beschlossen die Eidgenossen, ihre Privilegien betreffend Befreiung von fremden Gerichten vidimiren zu lassen, den Herren und Städten von der Aufhebung der Acht Kenntniss zu geben und namentlich Junker Smassmann von Rappoldstein von der Sachlage in Kenntniss zu setzen (27. April 1421).

Der Herzog von Urselingen betrieb die Fehde nicht mit der frühern Energie und liess sich im November 1421 zum Abschluss eines Waffenstillstandsvertrages bereit erklären. Diesen acceptirten die Eidgenossen am 11. November 1421.

Der Herzog hoffte vielleicht damals im Dienste des Kaisers eine passende Verwendung zu finden, da Kaiser Sigismund einen Feldzug gegen Böhmen plante. Der Herzog von Urselingen sollte laut Reichsmatrikel von 1422 (Aschbach: Kaiser Sigismund, III, 425) einen Mann stellen.

Ein grosser Feldzug kam nicht zu Stande. Gerade in dem Momente, wo die Eidgenossen durch den Verlust des Eschenthales und die Einnahme von Bellenz durch den Herzog von Mailand in hohem Masse in Anspruch genommen waren und zum Feldzuge über den Gotthard sich rüsteten, eröffnete der Herzog von Urselingen die Fehde gegen die Eidgenossen, indem er am 5. April 1422 unter dem Siegel Ulrichs von Trächelfingen durch 18 Reisige Fehdebriefe an Bern senden liess. Den 11. Mai 1422 folgten weitere Absagebriefe an die Stände Bern, Schwyz, Luzern, Solothurn und die andern Eidgenossen von Seite des Hänsli Walther, genannt Düfel, und Hans Frener, genannt Singer, Diener des Herzogs von Urselingen (Tschudi's Chronik II, 147). Wie es scheint, wollte der Herzog vom Schlosse Küssenberg aus, dessen Oeffnung er im April erlangte (Dr. von Segesser: Abschiede I, 13), die Fehde gegen die Eidgenossen eröffnen. Allein Urselingen liess den günstigen Moment zum Kampfe gegen die Eidgenossen vorbeigehen. Vielleicht wurde er auch zur Fehde gegen den Grafen Friedrich von Zollern, genannt der Oettinger, gerufen, der einst von Zürich gegen ihn in Sold genommen worden war. In den Pfingstfeiertagen 1422 zerstörten die Truppen der 17 Reichsstädte, unter welchen auch Graf Eitelfritz von Zollern, der Waffengefährte des Herzogs von Urselingen in der Gruber'schen Fehde, die schöne Festung Hohenzollern.

Als der Graf den Städtern entkam, fiel er in Mümpelgard in die Gefangenschaft der Gräfin Henriette von Wirtenberg, deren Liebe Graf Friedrich nicht erwiedert haben soll. Ob Herzog Reinold von Urselingen, als vormaliger Landvogt von Mümpelgard, an dieser Gefangennahme, die durch Schmähreden gegen die Gräfin soll provocirt worden sein, durchaus unschuldig war, können wir nicht ermitteln. Es läge aber ungemein nahe, dieselbe mit der Gruber'schen Fehde in Verbindung zu bringen, obwohl Gilg Tschudi gerade die beiden Grafen von Zollern verwechselt, die in dieser Fehde verwickelt waren.

In jenem Momente, wo ein Vorstoss gegen die Schweiz von einem gewissen Erfolge hätte sein können, hielt sich der Herzog von Urselingen ruhig jenseits des Rheins; Urselingen gehörte zu den Herren, die im August 1422 sich bereit erklärten, dem Kaiser zum Kriege gegen die Hussiten den hundertsten Pfennig beizusteuern (Weizsäcker, Reichstag-Akten VIII, 167). Im December 1422 eröffnete er Unterhandlungen mit den Eidgenossen, die wahrscheinlich wieder mit einem Waffenstillstande endeten.

Erst am 29. August 1424 begann die Fehde von Neuem, indem unter dem Siegel Friedrich Krenkingers 22 Diener des Herzogs in zwei Fehdebriefen den Eidgenossen auf Befehl des Herzogs von Urselingen den Krieg verkündeten (Beil. IV, mir gütigst mitgetheilt von Herrn Dr. G. Tobler in Bern).

Da trat aber bald eine unerwartete Wendung ein; sowohl der Auditor, der mit der Führung des kanonischen Prozesses betraut war, als der ränkesüchtige Gruber, der Anstifter des Handels, starb.

Bürgermeister, Statthalter, Räthe und Bürger von Zürich hielten diesen Moment für geeignet, um beim Papste das Gesuch zu stellen, es möchte der gegen sie, als Anhänger der von Gruber Beklagten, verhängte Bann aufgehoben werden. Bischof Jordan von Albano, Cardinal von Ursino, überwies das Gesuch unter dem 12. März 1425 an den Abt des Schottenklosters von Constanz zur Prüfung und ertheilte demselben die Vollmacht, den Bann aufzuheben, wenn die Sache sich so verhalte, wie ihm die Züricher dieselbe dargestellt hätten.

Der Abt absolvirte den 13. Mai 1435 wirklich die Züricher, indem er zugleich den Schuldigen je nach ihrem Vergehen eine heilsame Busse auferlegte (injuncta tamen prout et cuilibet eorum pro modo culpae poenitentia salutari; Hottinger: Histor. Eccles. VIII, 1411 ff.; Hottinger, Helvet. Kirchengeschichte II, 308).

Wahrscheinlich waren die andern eidgenössischen Stände ebenso bussfertig wie die Züricher[1]), wenn auch die Absolutionsbulle von den andern Ständen weniger sorgfältig aufbewahrt wurde, als von der gottesfürchtigen Stadt der Heiligen Felix und Regula. Aber die Absolution vom Banne brachte so wenig als die schon 1418 erfolgte Aufhebung der Reichsacht die gewünschte Ruhe. Denn am 13. Dezember 1427 sendete unter dem Siegel Herzog Reinolds von Urselingen den Eidgenossen Thoman von Hör-

---

[1]) Darauf deutet eine Notiz im Abschied vom März 1425: ex parte Gruberi et quomodo loquebatur magister civium de Basilea cum Pigerli. Allgemeiner Abschied A. fol. 33, im Staatsarchiv Luzern. Dahin gehört vielleicht die undatirte Stelle im Concept zum Staatsprotokoll von Luzern für die C. als „der techan von Art von vnser wegen ze Rom hat geworben, wir wellen des jngen".

lingen seinen Fehdebrief. Am 26. Juni 1428 trug die in Zürich weilende Tagsatzung dem dortigen Rathe auf, sich mit dem Herzog von Schiltach in's Einvernehmen zu setzen, so zwar, dass ein möglichst langer Waffenstillstand mit vorhergehender Absage zwischen ihm und den Eidgenossen sollte abgeschlossen werden. (Rathsprotokoll von Luzern IV, 98, b). Damals befanden sich zwei Bremgartner in Gefangenschaft des Wilhelm Hummel und Bernhard von Stauffen, die zu Sulz gefangen und bei Rheinau über den Rhein geführt worden waren, wie Bischof Wilhelm von Strassburg am Margaretha-Tag 1428 aus Dachstein an die vormals in Zug versammelten Boten der Eidgenossen meldete (Staatsarchiv Luzern). Dieser Hummel von Stauffenberg, der an der Gruber'schen Fehde sich betheiligte, war mit Herzog Reinold und dem Herrn von Keppenbach seit 1426 Mitbesitzer der von Oesterreich zu Lehen gehenden Burg Keppenbach im Breisgau Zeitschrift der Gesellschaft für Beförderung der Geschichtskunde, Freiburg IV, 315, 319).

Der alternde Herzog von Urselingen liess die Fehde gegen die Eidgenossen nie aus den Augen, wenn er auch andere lukrativere Unternehmungen bevorzugte. So liess er sich 1429 in einen Bund ein mit dem Grafen Johann von Moers und den Herren von Geroldseck, der die Eroberung verschiedener Schlösser und Herrschaften (Baar und Malberg) bezweckte (Geschichte des Hauses Geroldseck 1766, Urk. p. 124 bis 128).

Im Juni 1430 hingegen eröffnete der Herzog nochmals die Fehde gegen die Eidgenossen gemeinsam mit Wilhelm Hummel von Stauffenberg (Abschiede II, 84)[1]. Allein der alte Streithandel schlief allmählich ein, so dass wir über Anfang und Ende des Prozesses gleich wenig unterrichtet sind. Aber an diesem Ende war nicht etwa das Alter des Herzogs, des letzten seines Geschlechtes, schuld. Denn mit den zunehmenden Jahren gewann bei diesem im Gegentheile die Streitlust immer mehr und mehr die Oberhand. Kämpfte Herzog Reinold im September 1440 mit Bischof Heinrich von Constanz gegen den Grafen von Lupfen (Chr. Schulthess: Bisthums-Chronik. Diöcesan-Archiv von Freiburg VIII, 62), so verband er sich 1441 mit seinem vormaligen Gegner, dem Grafen von Lupfen, zur Beraubung der von der Pfingstmesse von Genf heimkehrenden Kaufleute von Ulm und brachte mit vielen adelichen Genossen den Raub glücklich durch Stein am Rhein auf die Burg Höwen (Mone: Quellensammlung I, 342, Stälin: Wirtemberg. Gesch. III, 452, Würdinger: Kriegsgeschichte von Bayern I, 294). Im folgenden Jahre erst trat Herzog Reinold von Urselingen, dessen Portrait auf einem 1417 gemalten Bilde der schwäbischen Ständeversammlung in Salem zu sehen war (Gerbert: Hist. Nigrae Silvae II, 224, Sattler: Wirtemberg. Geschichte unter den Grafen II, 25, Ruckgaber Gesch. von Rotweil II, 2, 404) vom Schauplatz der Geschichte ab. Sein Wappen, das drei rothe Malerschilde im weissem Felde zeigte, war arg befleckt!

Drei Jahre zuvor war auch sein Waffengenosse Graf Eitel Fritz von Zollern, Gemahl der Gräfin Anna von Sulz, gestorben, so dass also alle Vorkämpfer in der Gruber'schen Fehde den Kampfplatz geräumt hatten. Wir haben demnach auch keinen

[1]) In solchen Fällen hatten auch die Eidgenossen bezahlte Bluthärscher, so zahlt z. B. der Umgeldner von Luzern 1435, Sabbato ante Luciae, dem Appotzeller 17 β 4 den. die der sur Hans verzert hatt, der da meint, daz er unser vyent wölt umbbringen, ex jussu dominorum consulum.

Grund, die Friedingische Fehde von 1456, die bekanntlich mit der Gessler'schen Erbschaft in Connex steht, mit dem Gruber-Handel in Verbindung zu bringen, wie dies von Seite Herrn Dr. Gottlieb Studers (Archiv des histor. Vereins von Bern IV, 4, 10) versucht wurde. Auch Conrad Justinger erlebte nicht mehr das Ende des Streites; er starb um 1438 als Amtmann der Abtei Zürich.

## Beilage I.

*1397, 20. Dezember.*

Ich graff Ott von Tierstein, landrichter in Thurgew, vergich vnd thun kunt aller Menglichem mit diesem | brief, das die Schulthessen, Räte, vögte, Amptlüte, burger vnd lantlüte ze Luzern, zu Vren | ze Vnterwalden vnd dz Ampt gemeinlich ze Zug vnd der zu mit Ir namen Marty Wilhelms sun | In der Eby, Hans Martis sun in der Öy, Petter vnd Hanss Niclaus sün in der Lögy, Peter Zuber, Petermann von Raren, Rudolff von Raren, Hans Sigrist, Peter Sigrist vnd Frantz Im Heimgarten, alle | offen verschriben ächter sind vnd vff dem achtbuch für rechtlos lüte verschriben stand von Clag wegen | Hansen Grubers von Bern vnd sind vff des Richs strasse vsser dem frid In den vnfrid verkündet | vnd allen Iren fründen verbotten vnd Iren vigenden erlopt vnd ist dazu dem vorgenanten Hanns Gruber | anleity vnd verbietbrief vber ir aller lib vnd gut erteilt, vnd da vor so bitte Ich alle Herren, grafen, | fryen Ritter vnd knecht, Burgermeister, Schulthesse, Räte, vögte, burger vnd lantlüte, den diser brief ge- | zöigt wirdet, dz Ir dem letzgenanten Hanss Gruber vnd allen sinen Hälffern wider die vorgenanten ächter alle | vnd wider Ieglichen besunder beraten und behulffen sigent, durch daz das recht einen fürgang hab, won | die obgenemten ächter wider gehorsamy geistlichen vnd weltlichen gerichten alz lang In bennen vnd ächten | erschienen sind, vnd noch sind, daz mir vnd andern richtern von vnserm Heiligen vatter dem Babst von | Rom vnd ich des gehorsamy Richtern by dem Banne gebotten ist, vber Ir aller lib vnd gut richten | muss, vnd vmb dz daz mich den obgenenten lantrichter vnd die Rächtsprächer des selben lantgerichz kein | friheit noch frid für die pen vnd Benn geschirmen kond noch mocht, won vns der selb kleger mit | den gebotten In dem gericht begreiff, dz wir nicht getorsten vberweyden, wir musten dem gebott | gehorsam sin vnd haben Im och gericht, alz vorgeschriben ståt. Mit vrkund diz briefs, der geben ist vff dem lantag by Winterthur an dem nechsten Donstag vor sant Thomanstag, mit des | lantgerichz In thurgew anhangendem Insigel versigelt In dem Iare do man zalte von Cristus | geburte drüzehenhundert Siben vnd Nünzig Iaren.

per Johannes Balber.

Das Landgerichtssiegel hängt.

Auf der Rückseite der Urkunde steht geschrieben: veneris XX maii Johannes pn^lis^ produxit.

Original im Staatsarchiv Zürich.

## II.

*1398. 15. Februar.*

Ich Hans Hainmann von Lålwang, frye, Lantrichter ze Schachbuch von gnaden dez Edeln wolgeborn Herrn mins gnädigen Herren | Graff Albrechtes von Werdenbergs dez

Jungen Herrn ze dem Hailgenberg, Tun kunt aller mänglich mit disem brief, das der Burgermeister vnd | die Rät vnd die gemeinschafftend alle die zu in gehörent, die zwelf jar alt, vnd elter sind der Stat ze Züriche, vnd derzue mit | jrem namen Peterman vnd Bitsthart vnd Rudolf von Raren, Antoni Esper, Hans Wärn, Hans Sigrist, Peter Sigrist | Simon Abwiller, Peter Porter vnd darzu all Richter vnd all lüt gemainlich manhaft die zwelf jar alt vnd Elter sind, die da | gehörent In daz Bistum gen Sitten, alle offen verschriben ächter sint, vnd vff dem achtbuch für rehtloz Lüt verschriben stand, von | kleigt wegen Hansen Grubers von Bern, vnd sind vff dez Richs straff vsser den friden jn den vnfriden verkündet, vnd alle Iren | fründen verbotten, vnd Iren vigenden erlobt, vnd ist darzu dem vorgenanten Hansen dem Gruber anleiti vnd verbietbrief vber all Ir | Lib vnd gut erteilet. Da uo so bitt ich all Herren, Grafen, fryen, Ritter vnd knecht, Burgermeister, Schultheissend, vögt, vnd | Burger vnd Landlüt, dem diser brief gezöget wirt, daz Ir dem jetzigen Hansen Gruber vnd allen sinen Helffern wider die vorgenanten | ähter alle vnd wider jeglichen besunder beraten vnd beholffen synt, durch daz daz reht ainn fürgang hab, wan die obgenanten | ähter wider gehorsami Geistlicher vnd weltlicher gerichten alz lang In Bännen vnd in auhten erschinen sind, Ein Iar vnd ainen | manot vnd tag vnd vil me, vnd noch sind, daz mir vnd andern Richtern von vnserm Hailgen vatter dem Papst von Rom | vnd öch dez gehorsam Richtern bi dem Banne gebotten ist, aber Ir aller lib vnd gut Richten müzzint, vnd vmb daz dez selben Lantgerichteskein friheit noch friden für die pen und Bännen beschirmen | kund noch macht, won uns derselb kleiger mit den gebotten In dem gericht begreiff, dez wirs mit getrosten vber werden, wir | müztint dem gebot gehorsam sin, vnd haben Im och geriht alz vorgeschriben stat. Mit vrkünd diz briefs versigelt mit diss | Lantgerichts anhangendem Insigel der geben ist zu Schatbuch an dem Lantag, an dem nächsten fritag nach sant Vålentins tag | da man zelt von Gots geburts drüzehenhvndert Iar vnd dar nach in dem acht vnd Nünzzigesten Iar.

Das Siegel des Landrichters hängt beschädigt.

Original im Staatsarchiv Zürich.

## III.

*1398, 2. Mai.*

Ich Hans Has, fry, lantrichter ze Cleggöw, Tun kunt menglichem, daz ich vff den tag alz dirre brief ist geben in namen vnd an statt dez Hochedeln mines gnedigen | Herren Grauf Hansen von Hapspurg, lantgrafen in Cleggöw, offenlich ze gericht sazz zu den linden by Schauffhusen an dem lantag vnd kam für mich vnd | für offen verbannen lantgericht der from beschaiden Hans Gruber von Bern vss Vchtland vnd zoügt da brief, die er hat erlanget von vnserm Heiligen | geistlichen vatter dem bapst von Rom vnd von andern geistlichen vnd weltlichen richtern, die selben brief wistend vnd seitend, daz dis nachbenempten | die burgermeister, Schultheissen, vögt, Rät, aman, richter, burger vnd gemainden der Stett vnd lender Zürich, Lucern, Vre, Vnterwalden, dez amptz Zug | vnd alle die manhaft lüt, die in daz bistüm ze Syton gehörend, vnd darin wanend sind, vnd ouch mit namen Petermann, Gitschart vnd Rudolff von | Raren, Anthony, Esper, Hans vnd Peter die sigrist, Hans Werr, Hans Grozz, Symon Abwiler, Peter Borter, Anthony Eschimann, alle offen echter vnd | Bennig von mangen gerichten

geistlichen vnd weltlichen syend, vnd jn echten vnd Bannen dez obgedauchten vnsers geistlichen vatters vnd andrer geistlicher | vnd weltlicher richter Iar, monat, tag vnd darzu vil zites mer erschinen syend vnd noch freuelich darinne erschinend, von clag dez obgenanten Hans Gru | bers, vnd hett sy ouch der selb Hans Gruber dez ersten mit weltlichen gerichten alz lang geiagt, daruff sy nie wölten geben, daz er geistlich gericht vnd | darnach dez obgedauchten vnsers Heiligen vatters gericht vnd sin helff angerüft hett, ob sy von der hertekait der aucht vnd Banne dester e lazzn | vnd sich mit im setzen welten, vff dis alles sy nit geachtet hand noch hütt von ir Hertekait wegen da vor nit halten vnd die aucht vnd banne alle | hochverterlich versmahend. Won nu von alter har komen ist, daz geistlich gericht weltlichem vnd daz weltlich dem geistlichen ze helff komen süllend | durch dez willen daz dehain recht durch daz vnrecht vndergetruckt vnd nider geleit werd, vnd daz ich vnd alle richter dem obresten von den alle | gerichte vsfliessen gnug tun vnd in allen müglichen gerechten dingen gehorsam wesen sůllend, wen sy daz an vns vordern, vnd ouch daz nieman über | werden mag noch sel von cristenlicher gehorsame, darumb nach wisung der brief vnd abgeschriften, so von der ietzgedachten sach aintail vor mir | verlesen vnd gehört wurden, in den der obgenant vnser geistlich vatter vnd vil ander richter geistlich vnd weltlich mich vnd alle ander richter bitten mit | ernst daz wir dem obgenanten Hansen Gruber wider die egenanten echter vnd Bennigen alle vnd wider ieclichen besunder mit vnsern ächten, Bennen vnd gerichten, vnd | mit andern sachen beholffen syen, Ez sy vmb anlaite vff ire güter oder ob sy in den gerichten, die sy angeruft hand oder noch anrüffen wurden, vnd | sunderlich in mines Herren von Hapspurg gerichten vnd gebieten ergriffen vnd in erzougt wurden, liez nu der obgenant Hans Gruber mit sinen fürsprechen | an ainer vrtail eruarn, ob er die icht billich halten sölt vnd möcht, vnd ir lib vnd gut angriffen und haften, wo er daz Innen wurd vnd sin botten | von sinen wegen vnd ob man Inn nit darzu müglich beholffen sölt sin nach gewonhait vnd recht, dez obgenanten mines Herren von Hapspurg gericht In | welche wise daz were. Darumb wart nach miner frag ertailt mit besamenter vrtail vff den eit, wo er oder sin botten die obgenanten echter vnd bennigen | ergriffen In dez egenanten mines Herren gerichten vnd gebieten, ir wer ainer oder me, wie vil der were, daz Sy die alle samenthaft vnd iechlichen sunder an | ir lib vnd gut angriffen vnd halten solt vnd möcht vntz an ain recht, vnd sölten den obgenanten Hansen Gruber vnd den sinen der obgenant min Herr von | Hapspurg vnd die sinen darzu beholffen vnd beraten sin, wenn man sy dez ermante, vnd waz der obgenant Hans Gruber vnd die sinen notdurft weren vnd | begerten von dem lantgericht, es wer brief oder ander helff, daz man Inen derzu beraten sölte sin vnd bygestandig von dez rechtens wegen vnd sölt die | obgenanten echter alle noch ir dehainen besunder vor disem allem nit friden noch schirmen in dehein wise; dirre vrtail bate nu der egenant Hans Gruber | brief vnd botten geben; die wurden im ertailt. Vnd darumb so verüff ich die obgenanten echter vnd Bennigen alle vnd ir ieclichen besunder, vnd verkünd sy vff dez | riches strazz vss dem frid in den vnfrid vnd verbüt ir lib vnd gut den fründen vnd erloub es alles iren vienden on allen freuel vnd missetun, alz lang | sy erschinend in aucht vnd bennen, won ich noch kain richter den mügen übrig werden vor Bepstliches vnd anderr richter gebotz vnd bittens wegen | won es mich ain gerecht götlich bett, vnd ain mügliche ertail dunket; ouch verbüt ich Inen gemainsame vnd

recht an allen stetten in dez obgenanten | mines Herren gerichten vnd an allen stetten vnd bitt von dez obgenanten mines Herren von Hapspurg wegen alle grauen, fryen, rittern vnd knechten, allen burgern | Schultheissen, vögten, amptlüten, gemainden, räten in stetten vnd vff dem land vnd gebüt von lantgerichtz wegen, alz ich angerüft bin vnd mir von Bepst | licher gewalt vnd andern geistlichen vnd weltlichen gerichten gbotten ist, wem ich gebieten, ald wen ich bitten sol vnd mag von dez obgenanten mines Herren | von Habspurg wegen, wo ir der obgedachten echter vnd bennigen aller vnd ir iecliches besunder vnd irs gutz gewar werden, daz ir ir lib vnd gut | dem obgenanten Hansen Gruber haften vnd halten vntz an ain recht, won im daz ertailt ist, vff dez obgenanten mines Herren von Hapspurg lantgericht. Mit vrkund | des brieues, der geben ist besigelt mit dez obgenanten lantgerichtz In Cleggöw anhangendem Insigel, am nechsten Dunrstag nach dem maitag nach cristz | geburt drüzehenhundert vnd nüntzig Iar vnd darnach Im achtoden Iar.

An der Urkunde hängt wohlerhalten das Siegel das Grafen Johann von Habsburg, das über dem schiefgestellten Schilde einen Helm mit dem Homburgischen Helmkleinode zeigt; auf der Rückseite steht: Lausann. Veneris XX may Johannes pnn$^{lis}$ produxit.

Originalurkunde im Staatsarchiv Zürich.

## IV.

## Fehdebriefe an die Eidgenossen 1421 — 1427.

Anno domini millesimo CCCC° XXIIII$^{to}$ ipsa die De Collationis sancti Johannis Baptiste hant dis nachgeschriben allen eidgenossen widerseit von des hertzogen wegen von Vrslingen etc.: Jacob von Liechtenfels der Jung. — Mathis Billung von Burgberg. — Hans Eberhart von Nüwenhusen. — Wernher Strub von Büchenberg. — Claus Henseler von Ferrenbach. — Hans Seiler von der Schiltach. — Hans vnd Cůnrat Seiler von Geroltzegg. — Hans Efflinger von dem Nüwenturn. — Hans Speck. — Auberli Masser. — Hans Smaltz von Gerensbach. — Hans Pfister von dem Altenburg. — Hans Schindenweg. — Peter Hůt. — Claus Nachtueisse. — Cůnrat vorm Walde. — Sifrit Stratz.

Sub sigillo Fridrici Krenkingers etc.

---

Anno domini M.° CCCC XXI° vff sonntag nach Yeory hant dis nachgeschriben In obgeschribener wiss widerseit etc.: Fridrich von Krenkingen, Baschart. — Hans Burger von Triberg. — Claus Kutt von Singen. — Hans Harrer von Wiltperg.

Sub sigillo Fridrici Krenkingers.

---

Anno domini millesimo CCCC° vicesimo secundo ipsa die palmarum hant dis nach geschriben der Statt von Bern vnd allen andern eitgenossen vnd den Iren von des hertzogen wegen von Ürslingen widerseit: Cůnrat von Hornberg. — Diem von Liechtenfels. — Wilhelm von Ringelstein, den man nemet Affensmaltz. — Hans von First. — Hans Reckenbach. — Friedrich von Krenkingen, Baschart. — Hans Burger von Triberg. — Hanselmann Flieher. — Hans Vischer von Wart. — Hans Meyer von Husen, den man

nempt Ossinger. — Claus Kut von Singen vnd sin Brůder Otto. — Claus Kistenfeger von Ettlingen. — Heinrich Schönower. — Walther Grisshart. — Heinrich Blarer. — Kaspar Messerschmid von Rinowe. — Otto Hasse.

Sub sigillo Ulrici von Trüchellfingen.

---

Anno domini M° CCCC° XXIIII^to^ hant dis nachgeschriben In vorgenanter wiss allen eitgenossen widerseit, als vorstat: Hans von Steinach. — Hans Vogel. — Hans Walt. — Cůnrat Hornung.

Sub sigillo Friderici Krenkingers. Datum DeCollationis sancti Johannis Baptiste anno vt supra.

---

Anno domini M° CCCC° XXVII vor sant Thomans tag widerseit Thoman von Hörlingen allen Eidgenossen mit sinem offennen brief vnd mit sinem eigennen Ingesigel von Herzog Reinhartz wegen von Urslingen, geben ze Horenberg am nechsten samstag nach sant Niclaus tag Anno XXVII°.

Staats-Archiv Bern, Teutsch Spruchbuch A p. 668 f.

*Dr. Th. von Liebenau.*

---

## 55. Nachträge zu Türst.

Der 6. Bd. der Quellen zur Schweizergeschichte vereinigt alles, was bis jetzt von und über Türst bekannt geworden ist. Bei dem Umstand nun, dass wir über die persönlichen Verhältnisse dieses Mannes merkwürdig mangelhaft unterrichtet sind, dürften vielleicht folgende ergänzende Notizen willkommen sein.

In dem genannten 6. Bd. S. 323 ist u. a auch eine Note des Kaisers Maximilian vom 22. Juli 1501 abgedruckt, durch die er dem Rechnungshof zu Innsbruck befiehlt, dem von ihm zu seinem Leibarzt bestellten Dr. Türst einen jährlichen Gehalt von 100 fl. Rh. in vier Quatemberraten auszuzahlen. Eine willkommene Ergänzung hiezu bildet nun der im Innsbrucker Statthaltereiarchiv im Original (Nr. 3082) erhaltene Revers Türsts, ausgestellt am 10. August 1501:

Ich Conradt Turst Doctor der ertzney bekenn, als mich die Romisch kuniglich Maiestat mein allergnedigister herr zu seiner Maiestat diener und artzt aufgenomen und bestellt und mir darzu zu solde zehen iar lang von dato meins bestelbriefs mir darumb aufgericht anzuraitten und nach ausganng derselben zehen iar bis auf seiner gnaden widerrueffen und verrer gescheft aus seiner kunigklichen Maiestat Tirolischen camer ierlichen hundert guldin Reinisch ze geben zugesagt hat laut desselben briefs, daz ich darauff seiner kunigklichen Maiestat zugesagt gelobt und gesworen hab — thu das auch hyemit wissentlich in crafft ditz briefs — also daz ich nuhinfuran seiner Maiestat diener und artzt und zu Innsprugk mit wesen sein und wonen auch seiner kunigklichen Maiestat zu allen iren notturfften, worin mich

sein kuniglich gnad brauchen wirdet, nach meiner pessten verstenntnuss und vernufft getrew, gehorsam und gewertig sein, seiner Maiestät frumen furdern, schaden warnen und wenden und sonnst alles das thun soll und wil, das ain getrewer diener und artzt seinem herren zu thun schuldig und pflichtig ist; alles getreulich und ungeverlich mit urkundt ditz briefs, durch meiner vleissigen pete willen und aus gebrechenheit diser zeit meins aygen insigls besigelt mit des edlen vessten Hainrichen von Menntlbergs anhanngenndem innsigl doch ime und seinen erben on schaden. Zeugen meiner pete umbs innsigl sind die erbern Anshelm Wulfflnger und Hanns Feygenstainer. Beschehen an sant Laurentzen tag nach Cristi geburde im fünfftzehendhundertisten und ersten iare. (An einem Pergamentstreifen hängendes Siegel Mentelbergs)

Einige weitere Notizen können dazu dienen, die a. a. O. S. 333 geäusserte Vermuthung über den Zeitpunkt, wann Türst in die Dienste des Kaisers getreten ist (1499? 1500?), durch eine bestimmtere Annahme zu ersetzen.

Unter den im Reichs-Finanz-Archiv zu Wien befindlichen sog. Gedenkbüchern enthält tom. V. fol. 109 die Abshrift eines Bestallungsbriefes, demzufolge der Kaiser einen Dr. med. Niclaus Pell bis auf sein (des Kaisers) Wohlgefallen (d. h. Widerruf) im übrigen unter sonst gleichen Bedingungen wie später Türst als seinen Leibarzt annimmt. Der Brief ist datirt Augsburg, 26. April 1500. Ferner finden sich im Gedenkbuch 10 fol. 149 die zwei folgenden Eintragungen: 1501. Dr. Conradt Turst. Am 28. tag February zu Lintz auf zerung 20 fl. Rh. Am 19. tag Marcy zu Lintz auf Livergelt 21 fl. Rh.

Ich halte daher für das Wahrscheinlichste, dass Türst zu Beginn des Jahres 1501 seine neue Stellung angetreten hat. Man wird bei den ihm in Linz ausgezahlten Summen zunächst an eine erste Abschlagszahlung und an eine Vergütung der Reiseunkosten denken können. Möglich bleibt es indessen immer, dass Türst schon früher, mithin, wenn man eine auch nur nach Wochen zählende Amtsdauer für Pell annimmt, im Sommer oder Herbst 1500 Leibarzt bei Max geworden ist.

Im Uebrigen war die Stelle, welche Türst bekleidete, ganz annehmbar. Der Gehalt war nicht unbedeutend. Der Vertrag auf zehn Jahre hinaus nur von Türst selbst, nicht aber vom Kaiser kündbar, wogegen Türst nur die Verpflichtung übernahm, in Innsbruck zu bleiben. Indessen unser gelehrter Zürcher scheint ein ziemlich unruhiger Kopf gewesen zu sein, denn kaum zwei Jahre später hat er die Stelle schon wieder aufgegeben, wie aus der Gegenüberstellung der beiden folgenden Notizen hervorgeht.

Eintrag im Rait (Rechnungs) -buch von 1502, Abthlg. I, fol. 182 v.

Connraten Durst an seinem dienstgelt durch Wolfgangen Gradwol seinen diener am 23. tag marty gebenn auf sein quittung . . 32 fl. Rh.

ebend. 1503, fol. 68.

Dr. Connraten Durst an seinem dienstgelt durch Ulrichen Ennglfrid geswornnen fuesboten von Zurch seinen gesannten am 12. tag mai geben auf sein quittung . . 50 fl.

Türst muss also schon wieder nach Zürich zurückgekehrt sein. Indem der der Kaiser aber zur selben Zeit in Bayern verweilte[1]), so hätte Türst nur entweder

[1]) Vgl. Stälin in den Forsch. z. d G., Bd. I, S. 361.

in der Nähe des Kaisers, was nach Obigem nicht der Fall war, oder laut Vertrag in Innsbruck sein müssen. Es ist damit die Annahme ausgeschlossen, als sei der im Raitbuch bemerkte Aufenthalt in Zürich nur vorübergehend gewesen. Vielmehr muss sich sein Verhältniss zu Maximilian damals schon ganz gelöst haben. Damit stimmt denn auch, dass in den weiteren Bänden der Raitbücher keinerlei auf Türst bezügliche Eintragungen mehr gefunden werden. Leider waren auch meine Versuche, in andern aus der Kanzlei Maximilians stammenden Akten etwas über Türst zu finden, vergeblich.

*Basel.* *R. Thommen.*

---

## 56. Kleine Mittheilung.

### Nachtrag zum Artikel: Zum Planctus beati Galli.

Der Satz im Planctus: Quomodo vero ipse miser etc. (vgl. oben S. 3) bietet für das Verständniss eine nicht geringe Schwierigkeit. Herr Dr. Wartmann in St. Gallen bestätigte mir, dass ich richtig gelesen hatte. Nichts destoweniger möge hier der Vorschlag meines geehrten Herrn Collegen Georg von Wyss zur Verbesserung des Sinnes im Texte Platz finden: wenn statt „senuerit" gelesen würde „seuierit", resp. sevierit für saevierit, so gäbe der Satz: Quomodo . . . miser in monasterio sevierit, vel ubi . . . excesserit den klarsten Sinn.

*M. v. K.*

---

# 57. Todtenschau schweizerischer Historiker[1] 1886.

**1885.** *12. November.* **Franz Lusser** in Altdorf, seit 1849 Mitglied des historischen Vereins der fünf Orte. — Geboren im Mai 1818 in Altdorf, Sohn des Landschreibers Florian L., gebildet am Gymnasium von Altdorf, 1838 Landschreiber, 1847 Hauptmann im Sonderbundskrieg, 1865—1883 eidgenöss. Ständerath, 1867 Kantons-Seckelmeister, 1870 Landes-Statthalter, 1874 Landammann, 1878 Kantons-Seckelmeister, 1880 Präsident des Kantons-Gerichtes, 1884 wegen Krankheit resignirt. — Hochgeachteter, beliebter Volksmann. — Histor. Schrift: Die alten Herbergen an der Urner Gotthardstrasse. (Geschichtsfreund Bd. 31, S. 300—310). Einsiedeln 1875.

**1886.** *1. Januar.* **Nicolas Sérasset** in Delsberg. — Geboren 6. März 1806 in Delsberg, gebildet in Delsberg und im Priester-Seminar Pruntrut, 10. April 1830 zum Priester

---

[1]) Mit bester Verdankung der Beiträge der HH. Prof. Dr. Georg von Wyss, Dr. E. F. von Mülinen, Prof. P. Vaucher, Bibliothekar Dr. Sieber u. A. m.

geweiht und 29. Oktober Pfarrer in Develier, resignirt 1869, als Resignat in Delsberg. — Schriften: Vie des Saints qui ont illustré le Jura. Porrentruy 1834, S. 33. — L'Abeille du Jura ou Recherches historiques, archéologiques et topographiques sur l'ancien Evêché de Bâle. Neuchâtel 1840 und 1841. 2 Vol., S. 241 und 188.

*23. Januar.* **Dr. Robert Cartier** in Oberbuchsiten, seit 1853 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, 1852 des historischen Vereins des Kantons Solothurn. — Geboren 9. Januar 1810 in Oensingen, gebildet an der Klosterschule Muri, am Gymnasium und an der Universität Freiburg i. B., 1834 Priester und Vikar in Lostorf, 1837 Lehrer in Olten, 1839 Kaplan und Sekundarlehrer in Schönenwerd, 1844 Pfarrer in Oberbuchsiten und Schulinspektor, 1884 Dr. philos. von der Universität Basel. — Sehr fleissiger und anerkannter Petrefakten- und Alterthumsforscher.

*23. Januar.* **Dr. Adam Pfaff** in Karlsruhe, Mitglied des antiquarisch-historischen Vereins des Kantons Schaffhausen. — Geboren 1820 in Kassel, gebildet daselbst und in Marburg, 1848 Dr. philos. und Privatdozent daselbst, Redaktor der konservativ-liberalen „Neuen hessischen Zeitung", dann in Braunschweig und 1851 in Brüssel, 11. April 1855 Professor der Geschichte und Geographie am Gymnasium in Schaffhausen, 1864 Bürger in Schaffhausen, 1877 Professor der Geschichte am Polytechnikum in Karlsruhe. — Vielthätig auf dem Gebiete der Publizistik und Verfasser einer deutschen Geschichte in nationalliberalem Sinne. — Histor. Schriften mit Bezug auf die Schweiz: Das Staatsrecht der alten Eidgenossenschaft bis zum 16. Jahrhundert. Schaffhausen 1870. — Heinrich Moser. Ein Lebensbild. Schaffhausen 1875.

*24. Januar.* **Dr. Friedrich von Tschudi** in St. Gallen, 1845—1860 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, 1859—1862 Präsident des historischen Vereins des Kantons St. Gallen. — Geboren 1. Mai 1820 in Glarus, gebildet daselbst, in Schaffhausen, Basel, Bonn und Berlin, 1843 zum Predigtamte ordinirt und Pfarrer in Lichtensteig, 1847 resignirt und auf seinem Landgute bei St. Gallen der Naturforschung und Landwirthschaft lebend, Präsident des kantonalen landwirthschaftlichen Vereins, 1860 Dr. philos. von der Universität Basel, 1864 Grossrath, 1870 Regierungsrath und Erziehungs-Direktor, 1877 Ständerath, 1881 eidgenössischer Schulrath, resignirt 1885 auf alle seine Staatsstellen. — Als Schriftsteller auf dem Gebiete der Naturforschung und Landwirthschaft sich auszeichnend. — Historische Schriften: Der Sonderbund und seine Auflösung, vom Standpunkte einer nationalen Politik, von C. Weber (pseudonym). St. Gallen 1848. — Das Waisenhaus der Stadt St. Gallen als Rückblick auf die fünfzigjährige Geschichte dieser Anstalt. St. Gallen 1861.

*14. Februar.* **Ulysses Adalbert von Salis-Marschlins** auf Schloss Marschlins (Graubünden), seit 1840 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz. — Geboren 6. April 1795 auf Schloss Marschlins, Sohn des Landammanns Karl Ulysses, trat 1817 als Offizier in die Schweizergarde in französischen Diensten, als Hauptmann auf der Insel Korsika, seit der Auflösung der Schweizer-Regimenter 1830 privatisirend auf Schloss Marschlins. Geachteter Botaniker und Geschichtforscher.

*8. März.* **Theophil Simmen** in Erlach. — Geboren 15. Oktober 1813 in Erlach, gebildet in Bern und Heidelberg, Fürsprech in Erlach, 1860—1864 Gemeinderath. — Histor. Schrift: Geschichte der Zunftgesellschaft von und zu Fischern in Erlach. Bern 1868. S. 69.

*16. März.* **Dr. Benjamin Buser** in Basel. — Geboren 27. November 1841 in Basel, Sohn eines Lehrers, gebildet daselbst, in Berlin und Heidelberg, 1864 Pfarrer in Arisdorf, 1872 Direktor eines Erziehungs-Instituts in Küssnach (Zürich), 1875 Pfarrer in Riehen bei Basel, resignirt und widmet sich in Paris und Italien historischen Studien, 1879 Dr. philos. von der Universität Basel und Privatdozent der Geschichte, Vikar und 1880 ordentlicher Lehrer am Gymnasium. — Vielthätig für Geschichte der neuern Zeit. — Schriften: Die Beziehungen der Mediceer zu Frankreich während der Jahre 1434 — 1494 in ihrem Zusammenhange mit den allgemeinen Verhältnissen Italiens. Leipzig 1879. — Lorenzo de Medici als italienischer Staatsmann. Eine Skizze nach handschriftlichen Quellen. Leipzig 1879.

*17. März.* **Dr. Jakob Horner** in Zürich, seit 1849 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, Mitglied der antiquarischen Gesellschaft in Zürich. — Geboren 6. Februar 1804 in Zürich, Sohn des Professors und Bibliothekairs Joh. Jakob H., gebildet daselbst, 1825 in's Predigtamt aufgenommen, studirte Mathematik und Physik in Genf und Paris, 1827 Gehülfe seines Vaters an der Stadt-Bibliothek in Zürch, 1829 stellvertretender Lehrer der Mathematik am Carolinum, 1831 Unter-Bibliothekar, 1833 — 1864 Oberlehrer der Mathematik am Unter-Gymnasium, 1849—1885 Ober-Bibliothekar, 1852 Dr. philos. von der Universität Zürich. — Verdient als Bibliothekar und Lehrer. — Schriften mit Bezug auf die Schweiz: Neujahrsblatt der Stadt-Bibliothek Zürich. (Christoph Froschauer.) Zürich 1841. — (Friedrich Dubois von Montpereux.) Zürich 1852. — (Geschichte der zürcherischen Neujahrblätter.) Zürich 1856—1858. — Neujahrblatt des Zürcher Waisenhauses. (Der Naturforscher Dr. Ludwig Horner.) Zürich 1854. — Katalog der Stadt-Bibliothek Zürich. Zürich 1864. 4 Bde.

*18. März.* **Wilhelm Vigier** in Solothurn, 1855—1861 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, 1855 Mitglied des historischen Vereins des Kantons Solothurn. — Geboren 27. August 1823 in Solothurn, Sohn des Rathsherrn Urs V. von Steinbrugg, gebildet in Solothurn, Genf, Heidelberg, Zürich und Berlin, 1850 Notar und Fürsprech in Solothurn, 1853 Amtsrichter, 1854 Kantonsrath, 1856 Verfassungsrath, Kantonsrath, Regierungsrath und Vize-Landammann, 1857 Landammann und Chef des Erziehungs-Departements, Ständerath und bis 1874 Bundesrichter, 1863 und 1882 Präsident des Ständeraths, 1864 und 1873 des Bundesgerichtes. — Vielthätig auf dem Gebiete der Politik und Publizistik. — Historische Schriften: Erzählungen aus der Schweizergeschichte im Schweiz. Volkskalender von Hans Hudibras. Aarau 1876. — Die Wohlthätigkeits-Institute des Kantons Solothurn. Neujahrsblatt, herausgegeben von der Hülfsgesellschaft in Zürich. Zürich 1885.

*26. März.* **Joseph Hardegger** in St. Gallen, 1852 — 1875 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, 1859 Mitglied des historischen Vereins des Kantons St. Gallen. — Geboren 29. Januar 1823 in Neu-St. Johann, Sohn eines unvermöglichen Handwerkers, gebildet in St. Gallen, Luzern und an den Universitäten Freiburg, München und Bonn, 1848 Professor der alten Sprachen an der Kantonsschule in St. Gallen, 1872 Kantonsarchivar. — Schriften: Christian Küchenmeisters neue Casus Monasterii S. Galli. (Mittheilungen der vaterländischen Geschichte. Herausgegeben vom historischen Verein in St. Gallen, Bd. I, S. 1—64). St. Gallen 1862. — Kurze Chronik des Gotzhaus St. Gallen (1360 — 1490) von einem unbekannten Conventualen, besonders der Klosterbruch von Rorschach, mit darauf bezüglichen Vorträgen und Liedern (Mittheilungen etc., Bd. II, S. 1—112). St. Gallen 1863. — Die Pest im Kloster St. Gallen anno 1629. (Mittheilungen etc. Bd. III, S. 164—187.) St. Gallen 1866. — Die St. Galler Gemeinde-Archive. Herausgegeben von J. Hardegger und H. Wartmann. Der Hof Krieseren. St. Gallen 1878.

*30. März.* **Dr. Wilhelm Vischer** in Basel, seit 1866 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, seit 1874 auch des leitenden Gesellschaftsrathes, Mitglied und mehrere Jahre Präsident der historisch-antiquarischen Gesellschaft in Basel. — Geboren 4. August 1833 in Basel, Sohn des Rathsherrn und Professors Dr. Wilhelm V., gebildet daselbst, in Bonn, Berlin und Göttingen, 1856 Dr. philos., Lehrer am Pädagogium und Privatdozent an der Universität Basel, 1858 Bibliotheks-Sekretär, 1862 Dozent der Geschichte in Göttingen, 1866—71 Ober-Bibliothekar und ausserordentl. Professor der Geschichte in Basel, 1874 ordentlicher Professor, 1877 Rektor, Dr. juris von der Universität Basel, 1874 Grossrath und 1874 — 1883 Kirchenrath, Centralpräsident des eidgenössischen Vereins. — Hochgeachteter, vielverdienter Historiker. — Schriften: Basel vom Tode König Rudolfs bis zum Regierungsantritte Karls IV. 37. Neujahrsblatt, herausgegeben von der Gesellschaft des Guten und Gemeinnützigen. Basel 1859. — Geschichte des schwäbischen Städtebundes der Jahre 1376—89. (Forschungen zur deutschen Geschichte, Bd. II und III) 1862. — Der Schwabenkrieg und die Stadt Basel 1499. 43. Neujahrsblatt. Basel 1865. — Die Sage von der Befreiung der Waldstätte, nach ihrer allmäligen Ausbildung untersucht. Nebst einer Beilage: Das älteste Tellenschauspiel. Leipzig 1867. — Beilagen zu Andr. Ryff von Prof. Andr. Heusler-Ryhiner. (Beiträge zur vaterländischen Geschichte, Bd. IX.) Basel 1870. — Eine Basler Bürgerfamilie aus dem XVI. Jahrhundert (Ryff). 50. Neujahrsblatt, Basel 1872. — Basler Chroniken, herausgegeben von der historischen

Gesellschaft in Basel. Bd. I, herausgegeben durch Wilhelm Vischer und Alfred Stern. Leipzig 1872. Bd. II. Hans Knebels Tagebuch. 1880. Bd. III. Hans Knebels Tagebuch, Schluss nebst Beilagen. Unter der Presse. — Das Karthäuser Kloster und die Bürgerschaft von Basel. 51. Neujahrsblatt. Basel 1873. — Guillaume Tell. (Secretan, Galerie Suisse. Tom. I.) Lausanne 1873. — Das Urner Spiel vom Wilhelm Tell. Basel 1874. — Erasmiana. Programm zur Rektoratsfeier der Universität Basel. Basel 1876. — Ueber die Grenzen des historischen Wissens. Rektoratsrede. (Preussische Jahrbücher, Bd. 46) 1877. — Der Ausbruch der Burgunder Kriege. Akademischer Vortrag. (Allgem. Schweizerzeitung) Basel 1881. — Bernhard von Weimar und Hans Ludwig von Erlach, nach den Forschungen von Aug. von Gonzenbach, vorgetragen in der historischen Gesellschaft. Separat-Abzug aus der Allgemeinen Schweizerzeitung. Basel 1882. — Der eidgenössische Verein 1875—85, Vortrag, gehalten in der Generalversammlung zu Olten am 7. Juni 1885. Basel 1885. — Aus Basel's Vergangenheit. (Beiträge zur vaterländischen Geschichte. Neue Folge, Bd. II.) Basel 1886. — Beiträge zur Allgemeinen deutschen Biographie. Bd. 2 — 16.

*6. April.* **Ludwig Glutz** in Solothurn, seit 1858 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, 1885 Redaktor des Anzeigers für schweiz. Geschichte, 1857 Mitglied, Aktuar, dann Kassier des historischen Vereins des Kantons Solothurn. — Geboren 11. Januar 1831 in Solothurn, Sohn des Obergerichts-Präsidenten Amanz G. von Blotzheim, gebildet in Solothurn und München, 1854 privatisirend in Solothurn, 1854 Lieutenant, 1864 Hauptmann, 1871 Major der Infanterie, 1869 Präsident des solothurnischen Armenvereins, 1871 Stadt-Bibliothekar, 1872 Lehrer der Geographie und Geschichte an der Mädchen-Sekundarschule. — Vielthätig auf dem Gebiete des Armenwesens und der Publizistik. — Historische Schriften: Der solothurnische Feldschreiber Hans Jakob von Staal im Hugenottenkriege, 1567. Solothurn 1876. S. 100. — Die Stadt-Bibliothek. Ein Stück solothurnischer Kulturgeschichte des 18. Jahrhunderts. Solothurn 1879. S. 73.

*8. April.* **Peter Anton Furger** in Tisis (Vorarlberg). — Geb. 15. Dezember 1833 in Vals (Graubünden), gebildet in Disentis, Feldkirch und Innsbruck, 1862 Priester, Religionslehrer an der Kantonsschule in Chur, 1864 Pfarrer in Trimmis, 1878 in Vättis, 1879 Kaplan in Pfäfers, 1882 Pfarrer in Tisis (Liechtenstein). — Vielseitiger Sprachkenner. — Historisch-topographische Schriften: Trimons oder Geschichte und Sage der Gemeinde Trimmis. Chur 1870. — Heimatkunde von Trimmis und Sayns. Chur 1872.

*5. Mai.* **Louis Vautrey** in Delsberg, 1862—1875 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz. — Geboren 21. Juni 1829 in Pruntrut, Sohn des Advokaten und spätern Regierungsrathes Joseph V., nach dem frühen Tode des Vaters erzogen in Paris, gebildet im Collège Ste-Barbe und im Priester-Seminar von Langres, 18. September 1852 in Solothurn zum Priester geweiht und Lehrer im Privatpensionate des Abbé L'Hoste, 1853 Professor am Collegium in Pruntrut, 1859 Vikar daselbst, 1863 Pfarrer und Dekan in Delsberg, apostolischer Missionär, 1876 Hausprälat Papst Leo's XIII. und Ehrendomherr von Limoges. — Vielthätig für die Geschichte des Fürstbisthums Basel. — Schriften: Notice sur la chapelle de Notre-Dame de Lorette près Porrentruy. Porrentruy 1859, S. 48. — Le Jura Bernois. Notices historiques sur les villes et les villages du Jura Bernois. Tome I. District de Porrentruy. Porrentruy 1863, S. XVI und 407. — II. District de Porrentruy. Delémont 1868, S. 326. — III. District de Porrentruy. Porrentruy 1873, S. 395. — IV. District de Porrentruy. Porrentruy 1878, S. 298. — V. District de Delémont. Fribourg 1880, S. 698. — Le général Comman. Porrentruy 1863, S. 32. — Histoire du Collège de Porrentruy. Porrentruy 1866, S. IV und 320. — Monuments de l'histoire de l'ancien Evêché de Bâle. Tome V. Porrentruy 1867, S. VII und 948. — Les Capucins de Porrentruy. 1873, S. 23. — Le convent des Ursulines de Porrentruy. Porrentruy 1872, S. 56. — Le Monastère des Révérendes Méres Annonciades de Porrentruy. Porrentruy 1872, S. 58. — Histoire de la persécution religieuse dans le Jura Bernois. 2 Vol. Paris 1876. — Histoire des Évêques de Bâle. Avec chromos, nombreuses illustrations, vues, portraits, armoiries, sceaux ect. Einsiedeln. I. 1884, S. 244. II. 1885, S. 516. III. 1886, S. 276. IV. 1886, S. 640. — Beiträge zu der Revue de la Suisse catholique: Le prince-évêque de Bâle Jacques Christophe Blarer de Wartensee (X, 65—82) 1880. Vie de la vénérée mère Anne-Elisabeth Gottrau (XV) 1884.

*14. Mai.* **Dr. Adolf Burckhardt** in Basel, 1859—1877 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, Mitglied der historischen und antiquarischen Gesellschaft in Basel. — Geboren 17. Februar 1834 in Basel, Sohn des Rathsherrn und Professors Christoph B., gebildet in Basel, Erlangen, Genf, Heidelberg, Berlin, Dr. Juris 1857 in Heidelberg, nach Reisen in England, Frankreich, Italien im Herbst 1862 Untersuchungsrichter in Basel, 1867 Grossrath und Mitglied der Synode, 1868 Präsident des Ehegerichtes, 1875 des Civilgerichtes, 1880 des Waisenamtes und der Synode, 1881 des Grossen Rathes, Oberstlieutenant der Cavallerie, legte 1884 wegen Krankheit seine Aemter nieder. — Hochgeachteter Ehrenmann.

*12. Juni.* **P. Martin Niederberger** in Sarnen, 1872 Mitglied des historischen Vereins der fünf Orte, 1882 Mitglied des geschichtforschenden Vereins von Nidwalden. — Geboren 18. December 1833 in Wolfenschiessen, gebildet im Klostergymnasium Engelberg, trat 1853 in den Kapuzinerorden, legte 1854 die Gelübde ab, 1856 Priester, in den Klöstern seines Ordens thätig, 1857 in Schwyz, 1853 in Schüpfheim, Rapperswil, Appenzell, 1871 in Mels, 1876 Vikar und Operarius in Stans, 1881 in Sursee, 1885 in Sarnen. — Historische Schrift: Nidwalden in Acht und Bann (Beiträge zur Geschichte Nidwaldens. Herausgegeben von der geschichtforschenden Gesellschaft des Kt. Nidwalden). Stans 1884—1885.

*25. Juni.* **Peter Konradin von Mohr,** 1845—1861 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, 1870 Präsident der geschichtforschenden Gesellschaft des Kantons Graubünden. — Sohn des Bundesstatthalters und Geschichtforschers Theodor, geboren 29. Mai 1819 in Chur, gebildet daselbst und auf deutschen Universitäten, 1845 Advocat in Chur. — Vielthätig als Herausgeber bündnerischer Geschichtsquellen. — Schriften: Bündnerische Geschichtschreiber und Chronisten. I. Denkwürdigkeiten des Fortunat von Juvalta 1567—1649. Aus dem Lateinischen übersetzt. Chur 1848. — II. Ulrich Campell's zwei Bücher rätischer Geschichten. Chur 1855. — III. Fortunat Sprecher von Bernegg, Geschichte der bündnerischen Kriege und Unruhen von 1618—1645. 2 Bde. Chur 1856 und 1857. — IV. Des Herrn Ulysses von Salis-Marschlins Denkwürdigkeiten. Aus dem Italienischen übersetzt. Chur 1858. — V. Johann Ulrich Dietegen von Salis-Seewil hinterlassene Schriften. Chur 1858. — VI. Bartholomaeus Anhorn's, Püntner-Aufrur. Chur 1862. — VII. J. Anton Vulpius, Historia Raetica. Chur 1866. — VIII. Nicolaus Severhard's Einfalte Delineation aller Gemeinden gemeiner dreyer Pündten nach der Ordnung der Hochgerichte vom Jahre 1749. Chur 1871. — IX. Graw-Püntner-Krieg, beschrieben von Barthol Anhorn 1603—1629. Chur 1873. — X. Des Ritters Johannes Guler von Weineck Pündtnerischer Handlungen wiederholte und vermehrte Deduction. Chur 1877. — Die Regesten der Landschaft Schanfigg im Kanton Graubünden. Chur 1850. (In Bd. IV, die Regesten der Archive in der schweizerischen Eidgenossenschaft. Herausgegeben von Th. v. Mohr). — Archiv für die Geschichte der Republik Graubünden. Heft 25—33. Chur. — Codex diplomaticus für Graubünden. Bd. III und IV. Chur 1861 u. 1865. — Rätia. Mittheilungen der geschichtforschenden Gesellschaft von Graubünden. Herausgegeben von C. von Mohr und Chr. Kind, Jahrg. I—IV. Chur 1863—1866. — Die Urbarien des Domcapitels zu Chur. Aus dem XII., XIII. und XIV. Saec. Chur 1869. — Geschichte von Currätien und der Republik gemeiner dreier Bünde (Graubünden). 2 Bde. Chur 1870—1874. — Historisch-chronologischer Wegweiser durch die Geschichte Currätiens und der Republik Graubünden. Chur 1873.

*19. September.* **Karl Joseph Schumacher** in Schwyz. — Geboren 19. Januar 1855 in Baar, Sohn einer Landfamilie, gebildet in Baar, Sarnen, Eichstätt, Innsbruck und im Priesterseminar Luzern, 1883 Priester, dann Professor am Kollegium Maria-Hilf in Schwyz. — Literarisch thätig durch lyrische Dichtungen und kleinere historische Aufsätze über den Kanton Zug in Zeitschriften. — Historisches mit Bezug auf die Schweiz: In den Monatsrosen des schweiz. Studentenvereins; Jakob Schlumpf, Severin Bürki, aus Landammanns Oswald Dossenbach's Studienjahren, Erinnerungen an Musikdirektor Vettiger. Jahrg. 25 — 30. Luzern 1881—1886. — Im „Neuen Zuger Kalender", Jahrg. 1876. Rettung der Pfarrkirche in Baar 1633. — 1877: Eine Landsgemeinde in Obwalden. — 1879: Die Pfarrkirche in Cham. — 1880: Die Kirche Mariahilf auf dem Gubel. — 1881: Eine zugerische Ammannswahl von 1650. — 1882: Ein Bild gesellschaftlichen Lebens aus der guten alten Zeit 1771—1791. — 1883: Aus dem zugerischen Staatsleben

des 17. Jahrhunderts. — 1884: Die Kapelle zu Inwyl bei Baar. — 1886: Die Kirche von Walterswyl. — Zugerisches Neujahrsblatt, Jahrgang 1882. Urkunden des Gemeindearchives in Baar. — 1883: Weinrodel der Gemeinde Baar 1683. — 1886: Glockenrodel der Gemeinde Baar 1548. — Notizen über den Beulentod in Baar. — Das geistliche Baar. Zug 1886.

*7. October.* **Roger de Bons** in Saint-Maurice, korrespondirendes Mitglied des Institut national von Genf. — Geboren 7. August 1838 in Saint-Maurice, Sohn des Literaten und Staatsrathes Charles-Louis de B., gebildet daselbst, in Sitten und am Polytechnikum in Wien, Ingenieur in Saint-Maurice. — Walliser Novellist und Historiker. — Historische Schriften mit Bezug auf die Schweiz: Histoire du Valais, traduite de l'allemand. Sion. 1873. Beiträge zur Revue de la Suisse catholique. Notice biographique sur Louis Gross. (Bd. XII, S. 385). Fribourg 1881. — Biographie de Camille de Werra. (Bd. XIII, S. 228). Fribourg 1882. — Le comte Charles-Emmanuel de Rivaz (Bd. XIV, S. 65). Fribourg 1883. — Mgr. Mermillod. Notice biographique. (Bd. XV, S. 81). Fribourg 1884. — Un grand souvenir (St. Maurice et la légion thébéenne). (Bd. XVI, S. 269). Fribourg 1885.

*21. November.* **Eugen Rambert** in Lausanne. — Geboren 6. April 1830 in Lausanne, gebildet daselbst und in Paris, Lehrer an einer Privaterziehungsanstalt in Courbevoie bei Paris, dann Erzieher bei der Familie Necker in England und Genf, 1854 Professor der französischen Literatur an der Akademie in Lausanne, 1861 am eidgenössischen Polytechnikum in Zürich, 1881 wieder als Professor nach Lausanne berufen. — Rühmlich bekannter belletristischer Schriftsteller. — Historisch-topographische Schriften mit Bezug auf die Schweiz: Les Alpes Suisses. 5 Vol. Paris 1866. — Montreux et ses environs. Lausanne. — De l'art national dans la Suisse centrale. (Der Pilatus, zur Erinnerung an die 5. Jahresversammlung des schweiz. Alpenclubs in Luzern.) Luzern 1867. — Bex et ses environs. Lausanne 1871. — Trois poètes de la Suisse française. (Bibliothèque universelle.) Genève 1873. — Ecrivains nationaux. Lausanne 1874. — Alexandre Vinet. Histoire de sa vie et de ses ouvrages. Paris 1875. — Juste Olivier. Sa vie et ses ouvrages. 2 vol. Lausanne 1877. — Isabelle de Montolieu. 1881. — Un poète neuchâtelois (Ph. Godet). (Bibliothèque universelle). Genève 1881. — La ligne du Saint-Gothard. (L'Europe illustrée). Zürich 1883. — Alexandre Calame. Sa vie et ses oeuvres. Paris 1884.

*26. November.* **Heinrich Runge** in Berlin, 1856 Mitglied der antiquarischen Gesellschaft in Zürich. — Geboren 15. December 1817 in Zehdenik, Sohn eines Holz- und Kohlenhändlers, gebildet an der Hartmann'schen Schule und am Joachimthal'schen Gymnasium in Berlin, 1832—1837 im Geschäfte des Vaters, 1844 Stadtverordneter bei der Forst- und Oekonomie-Deputation, 1848 Stadtrath, demissionirt 1851 und in der Schweiz, zuerst in Chur, dann in Zürich, 1856—1861 Conservator der antiquarischen Sammlung daselbst, 1861 nach Berlin zurück, 1862 Stadtverordneter, dann Stadtrath, s. 1871 Stadtkämmerer (Vorstand der städtischen Finanzverwaltung). — Schriften mit Bezug auf die Schweiz: In den Mittheilungen der antiquarisahen Gesellschaft in Zürich: Eine Kalendertafel aus dem XV. Jahrhundert (Bd. 12. Heft 1.) Zürich 1857. — Pilatus und St. Dominik (Bd. 12. Heft 4.). Zürich 1859. — Adjurationen und Benedictionen. Ein Pergamentcodex aus dem 11. Jahrhundert im Kloster Rheinau. (Bd. 12. Heft 5.) Zürich 1859. — Die Wappenrolle von Zürich. Zürich 1860. — Die Schweiz in Original-Ansichten von L. Rohbok. Mit historisch-topographischem Text und 188 Stahlstichen. Darmstadt 1868 und 1872. 3 Bde.

*27. Dezember.* **Dr. Karl Schröter** in Rheinfelden, seit 1849 Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, 1859 Mitbegründer der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau. — Geboren 28. Januar 1826 in Rheinfelden, Sohn des Amtsstatthalters Fridolin Sch., gebildet in Rheinfelden und Aarau und an den Univ. Freiburg und Tübingen, 22. September 1849 in Solothurn zum Priester geweiht und Kaplan und Rektor des Progymnasiums in Rheinfelden, 1856 Pfarrer und Chorherr daselbst, Schulinspektor und Mitglied des aargauischen Erziehungs- und Kirchenrathes, 1875 Mitglied, später Vizepräsident der altkatholischen Synode und Generalvikar, 1884 Dr. theol. von der altkatholischen Fakultät in Bern. — Der Geschichtsforscher Rheinfeldens und des Frickthales. — Schriften: Mittheilungen zur Geschichte des Frickthales. Monatsbeilage zur Frickthaler-Zeitung. Frick 1855. S. 40. — Ge-

schichte des Schulwesens der Stadt Rheinfelden bis zur Mitte des vorigen Jahrhunderts. Zum Schlussbericht über die Schulen von Rheinfelden. Baden, 1857. S. 19—25. — Die Schützengesellschaft in Rheinfelden in den ersten zwei Jahrhunderten ihres Bestehens. Frick 1859. — Die Bestrebungen für Errichtung einer höhern Lehranstalt in Rheinfelden. Rheinfelden 1859. — Ignatius Eggs von Rheinfelden. Das Lebensbild eines Kapuziners. Frick 1860. S. 14. — Die Belagerung der Stadt Rheinfelden durch den Rheingrafen Johann Philipp im Jahre 1634. (Taschenbuch der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau). Aarau 1860. S. 1—56. — Der Anschlag der Berner auf Rheinfelden 15. Dezember 1464. (Argovia. Jahresschrift der historischen Gesellschaft.) Aarau 1860. S. 137—151. — Die Urkunden und Regesten des Frauenklosters Gnadenthal im Aargau. (Argovia.) Aarau 1861. S. 179—208. — Das verschwundene Dorf Höflingen. (Argovia.) Aarau 1861. S. 151—178. — Die Pröpste des Collegiastiftes St. Martin in Rheinfelden. (Schlussbericht etc.) Frick 1861. S. 14. — Die Pfarrei Staufberg-Lenzburg und das Capitel Lenzburg vor der Reformation. (Argovia.) Aarau 1862. S. 284—321. — Kurzer Ueberblick der Geschichte der Stadt Rheinfelden. (Schlussbericht etc.) Rheinfelden 1863. — Zwei Volkslieder aus der Geschichte der Stadt Rheinfelden. (Schlussbericht etc.) Rheinfelden 1881. S. 13.

---

*6. Februar.* **Dr. Nicomede Bianchi** in Turin, seit 1878 Ehrenmitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz. — Geboren 20. September 1818 in Reggio, gebildet in Parma und Wien, Dr. med. (?), 1848 Mitglied der provisorischen Regierung in Modena, dann Professor der Geschichte in Nizza, Director des «National-Collegiums» in Turin, 1864 Generalsekretär des Ministeriums des öffentlichen Unterrichts, 1871 Generaldirector (Sovrintendente) der Staatsarchive in Turin. — Fruchtbarer Historiker auf dem Gebiete der neuern Geschichte Italiens.

*23. Mai.* **Dr. Leopold von Ranke** in Berlin, 1850 Ehrenmitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz. — Geboren 21. December 1795 in Wiehe (Thüringen), 1814 Gymnasiallehrer zu Frankfurt an der Oder, 1826 ausserord. und 1833 ord. Professor der Geschichte an der Univ. in Berlin, 1865 in den Adelsstand erhoben, 1867 Kanzler des Ordens pour le mérite, 1871 in Ruhestand getreten, bis zum Tode Präsident der unter König Max II. von Baiern in's Leben gerufenen historischen Kommission. Der Altmeister der neuern Geschichte.

*24. Mai.* **Dr. Georg Waitz** in Berlin, 1863 Ehrenmitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz. — Geboren 9. Oktober 1813 in Flensburg, gebildet in Kiel und Berlin für die Rechte und Geschichte, Mitarbeiter an den Monumenta Germaniæ in Hannover, 1842 Professor der Geschichte in Kiel, 1846 Abgeordneter der Universität in den holsteinischen Provinzialständen, 1848 Mitglied der provisorischen Regierung in Rendsburg und der Frankfurter Nationalversammlung, 1849 ord. Prof. der Geschichte in Göttingen, 1875 nach Reorganisation der Monumenta Germaniæ Präsident der Redaktionskommission in Berlin und Mitglied der Akademie. Vielverdienter deutscher Geschichtsforscher und Rechtshistoriker, Gründer einer historischen Schule. *F. F.*

---

Einsendungen sind zu richten an den Redaktor des Anzeigers: *Dr. G. Tobler* in Bern.

Die frühern Jahrgänge (1870—1886) können, soweit vorräthig, beim Bibliothekar der Gesellschaft, Herr Oberbibliothekar *Dr. Emil Blösch* in Bern bezogen werden.

Buchdruckerei K. J. Wyss in Bern.